

LA GAUCHE BIEN SILENCIEUSE FACE A LA CFT

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

1er

MARS

1976

N° 123

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VIVE LA REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DEMOCRATIQUE !

A l'occasion du départ officiellement définitif de l'Espagne de son ancienne colonie du Sahara espagnol, la question de la légitimité dans ce territoire a été posée directement ces derniers jours. 2 points de vue s'affrontent : celui du roi du Maroc, et du gouvernement mauritanien d'un côté. Après plusieurs semaines d'une difficile campagne d'invasion, Hassan II a réussi à grand peine à rassembler une majorité douteuse de l'ex-«djémaa», assemblée fantoche mise en place par l'ancien colonisateur, pour faire «légitimer» son occupation.

Proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique. A droite, El Ouali, secrétaire général du Front POLISARIO.



Lire, page 2, le reportage de Grégoire Carrat

De l'autre côté, le Front POLISARIO a proclamé, au cours d'une cérémonie dans le désert, la République Arabe Sahraouie Démocratique. Pendant les années de lutte contre l'Espagne, le Front POLISARIO avait déjà fait la preuve de sa représentativité. Les derniers événements, depuis l'entrée en force des troupes maro-

caines et mauritaniennes dans le pays, n'ont fait que renforcer cette constatation : c'est le Front qui a rassemblé la population civile fuyant les villes devant l'occupant marocain et mauritanien, et qui l'organise aujourd'hui dans les camps. C'est le Front, et personne d'autre, qui a mené et continue de

mener des opérations militaires dont le roi du Maroc lui-même a dû reconnaître l'efficacité, tout en tentant de les attribuer à l'armée algérienne.

Le Front POLISARIO représente réellement son peuple. Lui seul pouvait être en droit, comme il l'a fait, de diriger la constitution du Conseil National Sahraoui, qui vient de proclamer l'existence du nouvel Etat.

Quelles que soient les difficultés que puissent lui créer des envahisseurs supérieurement armés et beaucoup plus nombreux, la mobilisation du peuple garantit la poursuite de la lutte.

La République algérienne soutient la lutte du peuple sahraoui. Il est parfaitement normal que l'Algérie, qui occupe une place de choix dans le mouvement des pays du Tiers

Monde pour leur indépendance, soutienne la lutte d'un peuple qui se déroule à ses frontières. Ajoutons-y que les USA et notre propre gouvernement, qui sont ouvertement derrière la tentative maroco-mauritanienne d'annexion du Sahara, cherchent en même temps à s'en prendre à la République algérienne : la solidarité est ici, non seulement un devoir, mais une donnée de fait, face à l'ennemi commun.

Contre une agression perpétrée par le régime marocain néo-colonial et féodal, particulièrement lié à notre impérialisme, et par son complice mauritanien, le devoir de notre peuple s'impose clairement : apporter un soutien sans faille au peuple sahraoui en lutte pour l'indépendance et la liberté.

Jean LERMET

80 GREVISTES DE LA FAIM CONTRE BREJNEV

Quatre vingt prisonniers politiques soviétiques font la grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, c'est ce qu'ont révélé aux journalistes présents aux XXV^e Congrès des amis de ces prisonniers. Voilà une révélation qui mettra dans l'embarras les dictateurs au pouvoir en URSS, à un moment où les projecteurs sont braqués sur l'URSS.

VOIR NOTRE ARTICLE
SUR LE KGB - P. 8

SOMMAIRE

- Affaire Mérieux
Encore le gang
des Lyonnais...
P. 3
- Rhône-Poulenc
4 000 licenciements en 2 ans ?
P. 4
- Fougères : une
nouvelle semaine de lutte
commence P. 4
- CFT : interview
de D. Bouvet
P. 5
- Sports : Football : Lens/St-Germain P. 6
- Étudiants : une
inauguration bien mouvementée à
Orléans P. 6
- XXV^e Congrès
du PCUS P. 7
- Chine : un art
prolétarien P. 7
- La vie du
journal P. 10
- Notre feuilleton
«Étoile Rouge sur la Chine»
d'E. Snow P. 11
- Espagne : partout la lutte
P. 12

LA SITUATION DANS LES LYCEES



Voir page 9

LA VISITE AMERICAINE A DEFERRE :

Ingérence !

Un diplomate américain a rendu spécialement visite à Defferre pour l'inciter à se méfier du PCF. Cette initiative fait suite aux déclarations de Ford et du général Haig sur la même question. D'un côté, Brejnev tance le parti révisionniste pour qu'il «rentre dans le rang». De l'autre, les Américains font pression sur la social-démocratie. L'URSS veut avancer ses pions dans notre pays, les USA veulent y maintenir leurs positions. Ce n'est pas les partis de la «gauche», dont on connaît les affinités passées, ou encore présentes, avec l'une et l'autre super-puissances, qui feront face sérieusement à cette double manœuvre. Non plus que Giscard, qui a déjà démontré ses talents de capitulation à Moscou comme à Washington. C'en est assez de cette ingérence ! C'en est assez de notre bourgeoisie qui, non contente d'exploiter le peuple, est incapable de défendre l'indépendance de notre pays.

REPORTAGE SAHARA

Après l'évacuation des civils par le Front POLISARIO

GUERRILLA LIBÉRATRICE DANS LE DESERT

Notre camarade Grégoire Carrat, membre de l'Association des Amis du Peuple Sahraoui, s'est rendu à Tindouf avec une délégation de l'association. Avant même de participer à la rédaction de la brochure que ce voyage prépare, et que tous les amis de ce peuple en lutte pourront bientôt lire, il a tenu, à ce moment crucial, à nous faire parvenir un premier témoignage.

Voici maintenant un mois et demi, il avait déjà visité les camps sahraouis, en territoire libéré. Depuis, le roi du Maroc a lancé une grande offensive contre la région qu'il

avait visitée : la population civile a été évacuée des camps, sous la protection des combattants du Front. Elle est maintenant en grande partie regroupée en territoire algérien, à Tindouf, à proximité immédiate de la frontière de son pays. Dans les camps administrés par le Front de Libération, le Front POLISARIO, on rencontre parfois des prisonniers marocains. Car les combats n'ont pas cessé au Sahara ; au contraire : le regroupement lui-même ne s'est effectué comme un exode de réfugiés, mais comme une opération rendue nécessaire par le combat.



Tindouf, le 24 février 1976

«Les balles tombaient entre nos pieds. Quand les Marocains ont appris que la population avait fui ils ont bombardé dans la direction que nous avions prise. Les tentes brûlaient, même le bétail». Les femmes que nous avons rencontrées à Amgalla sont aujourd'hui repliées sur Tindouf.

Le camp d'Amgalla «Al Nasr» a été bombardé trois jours de suite à la fin du mois de janvier. Il y avait des batailles dans toute la région. La population avait commen-

cé à se retirer avant le début de la bataille. Depuis plusieurs jours, les avions survolaient le camp. A Tifariti, à quelques heures de Land Rover, plus à l'Est, l'assemblée générale se tenait autour du drapeau sahraoui. Tout d'un coup, les avions arrivent : les bombes au napalm pleuvent. Des enfants, des vieillards sont brûlés. Détail atroce, une femme qui accouchait est touchée : les deux seins sont brûlés, son enfant prématuré est aujourd'hui encore très, très fragile.

La guerre d'un peuple

«Chouf, les choses ont bien changé depuis le mois de janvier. Les femmes du camp ont pris conscience qu'elles devaient prendre une part plus grande au combat, qu'elles devaient remplacer les hommes pour les affaires du camp. De l'équipe de milice féminine que tu as vue à l'intérieur, nous ne restons plus que deux, les autres sont parties avec l'armée».

l'homme sahraoui est militant, la femme sahraouie doit être militante ; si l'homme sahraoui est milicien, la femme sahraouie doit être milicienne», disaient à leurs sœurs les plus conscientes. Aujourd'hui, cette bataille est en train d'être gagnée, la mobilisation du peuple s'est encore approfondie.

«Je suis maintenant dans l'armée». Sqheir était enseignant au camp d'Hafed Bouje Maa. Il a pris la gandoura et le fusil. Aujourd'hui les enseignants ont 15 ans comme Baba Ahammad. Il est parti d'El Aïoun, il y a cinq mois. Tout seul. C'est lui qui enseigne aux petits, comme bien d'autres de son âge.

La milicienne a les pieds encore blessés : elle a fait tout le voyage pieds nus, en ne marchant que la nuit. Il y a un mois à Amgalla l'assemblée générale discutait le rôle que la femme devait tenir face à la nouvelle offensive marocaine qui se préparait. «Si

L'objectif des forces armées royales : la population

Quand les avions sont arrivés au-dessus d'Amgalla, les gens ont commencé à abattre les tentes et à partir : «Ecoute, me dit une femme, nous sommes allés dans la montagne. Nous ne pouvions marcher que la nuit.

Pour la journée, nous creusions des trous, où nous restions cachés pour échapper aux avions. Nous ne pouvions même pas allumer des feux, ni le jour, ni la nuit. Sous les bombardements, il y a eu une centaine de blessés, mais après encore des morts. Certaines de mes amies ont avorté dans le

fuite. Certains enfants sont morts». Le repli a duré plus d'une semaine. Le Front est venu porter renfort à la population pour arracher ceux qui étaient pris sous les bombardements, parfois sous le nez même des troupes marocaines. «Le Front nous a pris en Land Rover. Ma sœur est tombée de la Land Rover mais nous n'avons pas pu nous arrêter car les Marocains nous talonnaient. Le militant qui est allé porter la lettre du Polisario à Rydbeck (1) à El Aïoun nous a fait savoir qu'elle était entre les mains des Marocains qui l'ont mise à l'hôpital d'El Aïoun».

La première grande victoire

Les populations étant repliées, les forces de l'armée populaire ont gagné en mobilité. Un soldat sahraoui se confond avec le désert. Le moindre repli de terrain peut cacher un homme qui peut rester des heures immobiles. A Amgalla le 14 février un bataillon de reconnaissance marocain en a fait l'expérience. 80 soldats les attendaient «Les camions s'étaient ensablés, raconte un soldat marocain prisonnier, les officiers nous ont fait descendre pour pousser. Tout d'un coup, on reçoit des coups de feu on ne savait pas d'où ils venaient. Ça a été la panique. Nos officiers ont pris la fuite». Tout le bataillon était pris sous le feu à l'avant et à l'arrière. Les soldats ne pouvaient aller dans aucune direction pour échapper aux combattants sahraouis disposés en carré, autour d'eux.

avons. Les combattants ont ramené le réservoir de l'avion F 5 qu'ils ont abattu. Les plaques indiquent encore «propriété US». Il a été hâtivement peint mais sous la peinture grise, on retrouve la peinture propre aux avions américains. Il y eut plus de 40 prisonniers, des dizaines de morts. De même à Haoussa.

La guerre dure depuis des mois, depuis la marche verte, mais là dans les dernières semaines, le peuple sahraoui lui a donné une impulsion nouvelle qui a brisé net l'élan que les troupes marocaines avaient pris avec la première bataille d'Amgalla.

La colonne blindée qui avançait sur Tifariti, Bir Lahlou n'a rien rencontré sur son passage. Trois heures avant son arrivée les combattants avaient quitté Tifariti. Elle n'est jamais arrivée à Mahbes : les combats avaient repris dans son dos à Amgalla, à Haoussa, à Smara.

Puis il y eut encore une fois combat à Amgalla le 19 : sept bataillons marocains, 15

«Il faut que le monde extérieur reconnaisse nos droits sur notre territoire»

«Nous n'avons presque rien, dit Ahmed Ould Kaïd, responsable militaire. Et je me demande parfois comment nous les avons mis dans une telle situation. Ils sont armés jusqu'aux dents et presque rien ne pourrait les empêcher de passer. Regardez notre terre, elle est aride, pour vous qui êtes habitués aux paysages d'Europe. Les soldats qui viennent veulent s'emparer des richesses qu'elle contient. Mais ce n'est pas leur terre, ce n'est pas leur pays. Ils ne la connaissent pas et ne l'aiment pas». La force du peuple sahraoui est toute entière dans son histoire, celle qu'il écrit aujourd'hui, est la poursuite de celle d'hier, vivante sous les «khaimas» (tentes). Un vieillard de Smara nous en conte les anecdotes. «Ceux de mon âge ont

connu leurs ancêtres du temps de l'Aït Arbin, l'assemblée élue par le peuple. Tous les ennemis qui sont venus envahir notre terre ont été repoussés. L'histoire du peuple sahraoui est indépendante de l'histoire des autres pays. Mais il n'a jamais connu un envahisseur aussi sanguinaire. Il faut que le monde reconnaisse nos droits sur notre territoire».

Grégoire CARRAT

(1) Représentant de l'ONU chargé de l'enquête sur le Sahara.

(2) Nom du Sahara Occidental

«Nous sommes ici à titre provisoire»

Par dizaines de milliers ils sont arrivés ici à Tindouf. Le camp n'est plus le même. Sur des kilomètres et des kilomètres les Moukhaïams (campements) sont dispersés. Il n'y a pas de grande concentration. Là le moukhaïam d'El Aïoun, plus loin Smara, plus loin Amgalla «Al Nasr», à des kilomètres Sdiria, Haoussa, La Guera, Dakhta. Par moukhaïam on retrouve les villes les

postes, les administrations de Saquia el Hamra et Wadi Dabah. (2)

«Nous sommes ici à titre provisoire» partout on nous le dit. Les milices sont organisées, les administrations sahraouies sont en place. Tout l'effort des femmes, des enfants, tout l'effort des hommes est tendu vers le retour dans la Saquia el Hamra. Tout un peuple est mobilisé pour le combat

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affaire Mérieux

LE GANG DES LYONNAIS EST-IL INTOUCHABLE ?

Jusqu'où iront les découvertes de la police dans l'affaire de l'enlèvement du petit Christophe Mérieux ? Annoncée à grand fracas, l'arrestation de Louis Guillaud, participant direct à l'enlèvement, n'a pas, semble-t-il, fait beaucoup avancer l'enquête : Certains utilisateurs des billets de la rançon ont été retrouvés, il s'agit de la belle sœur de Guillaud, Mme Novel, de son mari et de sa belle mère... L'écoulement des billets se faisait en famille, en quelque sorte. Ce qui attire plus l'attention, par contre, c'est l'appartenance de Guillaud au «Gang des Lyonnais» (ou à ce qu'il en reste), et la manière dont la presse témoigne presque d'une sympathie cachée pour ce «gros truand qui n'est pourtant pas un caïd» (d'après la police...)

Le «gang des Lyonnais» est au centre de la série de scandales qui ont secoué, pêle mèle, police, politiciens et milieu dans la région Lyonnaise. Fetich's club, implication du député UDR Charret, chaînes d'hôtels et de proxénètes plus ou moins liées au SAC, et dont les bénéfices seraient tombés à point nommé pour alimenter les caisses de l'UDR... Puis il y eut le hold-up de Strasbourg, dont ni les protagonistes, ni surtout le butin n'ont été découverts jusqu'à ce jour. Le gang des Lyonnais, et donc ses commanditaires si bien placés, étaient d'après certains, dans le coup. Et lorsque le juge Renaud mit son nez dans cette affaire, il y laissa sa vie. Dans la mesure où les relations étroites unissant politiciens et milieu commençaient à apparaître trop clairement, la police prétendit frapper un grand coup, et décapiter le gang. Il est vrai que son présumé chef, Edmond Vidal est en prison.

Il est vrai que ce monsieur ne semble pas trop en être gêné, puisqu'il se permettait de déclarer à la presse à propos des derniers rebondissements de l'affaire Renaud :

«Je vais faire mon enquête moi-même...» Il est surtout vrai, enfin, que la plupart des complices arrêtés à l'époque ont été libérés lorsque c'était du «menu fretin», ou se sont tranquillement évadés, lorsqu'il s'agissait de personnes plus importants...

Louis Guillaud, d'après «Le Journal du Dimanche» était le lieutenant de Pierre Rémond, bien connu du milieu lyonnais, il était aussi en relation avec Pierre Pourrat, du gang des Lyonnais, évadé en octobre dernier... Dans le cas où cette affaire serait



Le dancing «5-7» après l'incendie qui fit 144 morts. Un accident ?... ou le prolongement des rivalités entre partis bourgeois ?

effectivement le fait du gang des Lyonnais, il y a fort à parier que l'on ne retrouve pas de sitôt le gros de la rançon, et les véritables protagonistes. Ceux là ne perdront au maximum que la sinécure qu'ils occupent actuellement.

De l'hypocrisie morale au roman policier

«Je prends tout sur moi, le rapt, la rançon. Mais ne me demandez pas le nom de mes amis». Cela fait la une de France Soir, samedi. Ainsi, Guillaud reconnaît sa participation à l'enlèvement de Christophe, il était chargé de mener les négociations, de récupérer la rançon... Mais pour cette presse, c'est un truand, qui a respecté «la loi du milieu», c'est en quelque sorte quelqu'un de respectable, en son genre, bien sûr.

On se penche même sur son cas avec une légère compassion : «on ne fait rien que ce qu'on connaît bien. Et les enlèvements, ce n'est pas sa spécialité...». Il est vrai que la

spécialité de Guillaud, c'est plutôt le rackets, les chaînes de dancings, les incendies accidentels de ceux de ses concurrents. Au fait, n'est-ce pas un rackets (contrôlé par le SAC, d'après Patrice Chairoff) qui est à l'origine de l'incendie du «Cinq Sept», et de ses 144 jeunes carbonisés.

C'est la même classe pourrie qui nourrit un Patrick Henry et Louis Guillaud. Car si les truands professionnels ne s'aventurent pas en général à exécuter leurs otages, ils connaissent les «règles du jeu», s'ils en reçoivent l'ordre, ils n'hésiteront pas à le faire. De même qu'ils n'hésiteront

pas à liquider une «fille» trop indépendante ou à brûler un dancing dont le patron ne marche pas dans un rackets. Les motivations de ces deux hommes sont fondamentalement les mêmes : parvenir par tous les moyens à cette ascension sociale tant idéalisée par la bourgeoisie, l'arrivisme poussé à ses extrémités.

La seule différence est que le «milieu» rapporte directement aux politiciens et à leur parti, que c'est un «mal démocratique» (nécessaire parce qu'il rapporte très gros !). Et c'est bien là l'explication profonde du traitement tout à fait différent, de ces deux affaires.

LA RÉVISION DU PROCÈS D'ARMAND ROHART

Armand Rohart, maire de Peuplingues dans le Pas de Calais était condamné le 4 juillet 1969 à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de ce département, peine confirmée en cassation. Armand Rohart est accusé de meurtre de sa femme, découverte morte le 10 juin 67 sur une plage du Cap Blanc Nez.

Si Rohart a finalement été condamné, c'est que de nombreux indices semblaient prouver sa culpabilité, notamment le fait qu'il avait souscrit une assurance vie sur la tête de son épouse, peu avant son meurtre. Ce qui a emporté la décision des jurés, ce fut essentiellement la production par l'accusation d'une bande magnétique reproduisant une conversation entre un ancien légionnaire Karl Jacob et Armand Rohart. Les propos échangés entre les deux hommes laissaient clairement entendre que Rohart avait décidé de se débarrasser de son épouse. De plus Karl Jacob affirmait que le maire l'avait contacté pour assassiner son épouse.

Les enfants d'Armand Rohart depuis sa condamnation se battent pour obtenir la révision du procès, une requête en révision a été déposée le premier février 1973 par les avocats de Rohart. Depuis des éléments nouveaux ont montré que le décès de Mme Rohart n'avait pas eu lieu dans les conditions établies par l'accusation. La commission de révision des procès doit se prononcer prochainement. Elle aura à tenir compte d'un rapport d'un expert affirmant que la bande magnétique accusatrice avait subi quatre coupures et qu'il pouvait donc s'agir d'un habile montage. C'est bien en raison des manipulations qu'on peut leur faire subir que ni les photos, ni les bandes magnétiques ne sont d'après la loi acceptées comme des preuves.

Mais en réalité, elles pèsent souvent très lourd dans un jury d'assises. Ce ne serait pas la première fois que des policiers zélés, pour trouver un assassin auraient fabriqué des preuves de sa culpabilité.

Espalidou :

LE DIRECTEUR MUTÉ

Isabelle Le Menach, 12 ans, était retrouvée morte, il y a une semaine à l'établissement pour handicapés mentaux de l'Espalidou. Pendant que le personnel de cet établissement psychiatrique d'un genre très particulier était parti se sanctifier à la messe dominicale, Isabelle, qu'on avait trouvée un peu trop agitée pour assister au saint office dans de bonnes conditions, avait été maintenue dans une camisole de force, attachée à des anneaux dans le mur d'une cellule capitonnée. C'est en se débattant que l'enfant s'était étranglée.

Les parents d'Isabelle décidaient de se porter partie civile et de déposer plainte contre X, pour que la lumière soit faite sur le fonctionnement de l'Espalidou et les circonstances exactes de la mort de leur enfant.

La mort d'Isabelle a attiré à nouveau l'attention sur l'Espalidou et sur son directeur

un ancien aumonier militaire qui faisait régner la terreur dans son établissement, autant auprès des malades que du personnel.

Hostile à toutes les méthodes thérapeutiques autres que la pratique assidue de la prière et des offices religieux, il embauchait le personnel médical en fonction de sa docilité plutôt que de ses aptitudes. Il avait d'ailleurs licencié des employés qui contestaient ses méthodes. Devant la colère provoquée par la mort d'Isabelle, le préfet de l'Hérault a suspendu le directeur de l'Espalidou de ses fonctions et nommé un administrateur provisoire pour six mois.

Cette caricature odieuse de psychiatrie ne doit pas faire oublier que dans nombre d'hôpitaux psychiatriques, la camisole de force, la ceinture de contention, le coma insulinaire, l'électrochoc, et diverses brutalités sont infligés couramment aux malades.

En bref

Sa sainteté se fâche

«L'Osservatore Romano», organe du Vatican s'en prend à une nouvelle loi sur la libéralisation de l'avortement, qualifiée de «crime abominable». «Il suffit de se rappeler Hitler lit-on dans ce saint journal, les chambres à gaz, le génocide, l'élimination des malades incurables et des personnes âgées, l'euthanasie tout cela se tient... le passage de l'avortement aux autres formes de suppression de la vie est aisé et presque logique». L'assimilation de l'avortement aux crimes nazis n'est pas nouveau, mais le Saint-Siège devrait sur ce sujet faire preuve d'un peu plus de retenue, car à l'époque d'Hitler et de Mussolini le pape d'alors n'a jamais élevé la moindre protestation contre leurs crimes au contraire ! Il est vrai que les fascistes s'en prenaient aux juifs et aux communistes, catégories abhorrées par le Vatican. Après la débâcle nazie plusieurs hitlériens trouvèrent même refuge sous les soutanes des saints pères...

VIERZY : Verdict lundi

Au procès des responsables de la catastrophe de Vierzy le verdict sera probablement rendu lundi. Le substitut dans son réquisitoire a réclamé des peines de prison comprises entre 3 mois et 3 ans. Les hauts cadres de la SNCF inculpés ont tenté de dénier leur responsabilité dans l'accident qu'ils ont qualifié d'imprévisible et dû à un «vice caché» indétectable. Il est probable que toutes les condamnations à des peines de prison le seront avec sursis, et inférieures à trois ans, et donc couvertes par l'amnistie.



La secte Moon continue à provoquer la colère dès qu'elle se montre. Vendredi soir, de nombreuses personnes sont venues manifester à un festival qu'elle organisait, et cela pour protester contre ses menées anticommunistes. La police a expulsé les «anti-moonistes». On sait pourquoi !

Débrayages à la SNAV

Cette semaine, des débrayages ont eu lieu à la SNAV, à l'atelier des conteneurs. Depuis quelque temps, dans cet atelier, on installe des machines modernes qui exposent les ouvriers à des suppressions d'emploi. D'autre part, les carnets de commande sont pleins, 200 conteneurs doivent être livrés. Pour les travailleurs de l'atelier, en majorité immigrés, c'est le moment de bouger. Réunis en assemblée générale, la semaine dernière avec la CFDT, ils ont décidé de leurs revendications : 2 100 F de salaire minimum et 250 F pour tous. Lundi, une nouvelle réunion pour voir comment appuyer ces revendications mais quand les travailleurs de cet atelier et la CFDT se sont rendus à la salle de réunion, la place était déjà prise par la CGT qui avait fait venir un travailleur immigré de la bourse du travail pour expliquer «pas d'aventurisme, pas de débrayages, déposons un cahier de revendications et attendons la réunion avec les patrons, des débrayages couperaient les négociations». Le mardi, la CFDT a posé son cahier de revendications, la CGT porte le sien dans lequel elle demande 15 % d'augmentation, elle rassure les chefs qu'il n'y aura pas de débrayages et quand elle revient, il n'y a plus personne dans les ateliers : tous les ouvriers ont débrayé. Les débrayages se sont poursuivis en particulier mercredi.

LUTTES OUVRIERES

SAVIEM (Caen)

Pommes de terre et œufs pour les grévistes

Les 31 travailleurs de «Traitement thermique» de la Saviem à Caen, en grève depuis 3 semaines ont réservé bon accueil à l'initiative du Comité de Lutte contre le Chômage qui a distribué des œufs et des pommes de terre. L'action va s'étendre avec les familles des grévistes pour éviter les coupures de l'EDF (beaucoup sont dans l'impossibilité de payer). Samedi 4 heures de solidarité ont été organisées avec débat, distribution de produits paysans, projection de film etc... L'initiative rencontre aussi un grand écho à la SMN où beaucoup disent : «Voilà la voie qu'il faut suivre, ensemble on peut vaincre avec la solidarité de tous !».

Correspondant CAEN

Renault assassine !

A la suite de la mort d'un travailleur des fonderies de Renault Billancourt la semaine dernière les ouvriers ont entamé de nombreuses discussions, pour eux c'est clair, le responsable de cette mort, c'est la direction. «Depuis plusieurs mois, nous avions demandé l'interdiction de l'emploi de ce gaz nocif, un jour un camarade fut pris de violents maux de tête, de vomissements, à l'infirmerie, on lui fit une prise de sang pour savoir... s'il y avait de l'alcool dans le sang, comme il n'y en avait pas, il fut renvoyé au boulot».

«S'il y a des accidents, ce n'est pas notre faute» déclarent les patrons. Pour eux ce sont les ouvriers qui en sont la cause. Quelle insulte pour Emile Diaz et tous ceux qui ont été victimes de vos crimes, comme à Liévin par exemple !

Mais les révisionnistes du P«C»F sont là, leur solution est toute prête : «Si le programme commun avait été appliqué, Emile Diaz ne serait pas mort». Pas un mot sur la lutte à mener pour imposer la sécurité, la seule chose à faire c'est «10 minutes de silence autour de la machine où travaillait Emile Diaz» (tract du P«C»F). Il apparaît au travers des discussions que des travailleurs de plus en plus nombreux ne voient pas la solution dans le programme commun. Un travailleur des fonderies déclarait : «Pour eux, la régie est un modèle de nationalisation, pour nous c'est l'enfer, ces nationalisations là, on n'en veut pas !». Un autre précisait en poursuivant «Ce qu'il faut, ce n'est pas attendre les élections pour que ça change, il faut imposer par la lutte la sécurité en refusant de travailler sur des machines où nous risquons notre vie et notre santé». Maintenant la question se pose de savoir comment riposter, comment lutter pour imposer la sécurité, l'augmentation des salaires, l'intégration de la prime de «risque-santé» au salaire, etc...

Alençon : grève à l'hôpital psychiatrique

Depuis le 17 février, 130 à 150 employés de l'hôpital Psychiatrique d'Alençon sont en grève, deux jours par semaine, pour exiger : Le 13ème mois pour tous, Extension à tous de la prime de 250 F que touchent les titulaires : 13 heures supplémentaires payées (déjà obtenues à Paris, à Marseille, ...)

La grève a démarré aux services généraux (cantine, lingerie, etc...) pour être renforcée par une partie du personnel soignant ensuite.

Certaines propositions sont aujourd'hui lancées par les syndicats et il faut qu'elles se concrétisent : opération portes ouvertes, passage à la grève illimitée et non pas deux jours par semaine...

Des tracts d'explications ont été distribués aux entreprises, des manifestations ont eu lieu en ville.

correspondant

SEFILAC (Meru dans l'oise) Malgré les CRS, la lutte continue !

Cela fait près de 6 semaines maintenant que les ouvriers de SEFILAC sont en grève pour les augmentations de salaires et contre le chômage partiel. Dès la deuxième semaine de grève, des chefs d'équipe, à la solde du patron, avaient tenté de briser le piquet de grève. Devant l'échec de cette manœuvre, la direction a alors fait appel aux CRS pour expulser les grévistes. La direction de la CFDT, face à cette nouvelle situation avait proposé la reprise du travail mais elle fut mise en échec par les travailleurs qui avec la section CGT ont décidé de poursuivre le mouvement, de populariser la lutte.

correspondant

Rhône-Poulenc

4000 LICENCIEMENTS EN 2 ANS ?

4000 licenciements en deux ans, c'est ce que voudrait faire accepter la direction de Rhône Poulenc aux travailleurs pour les années à venir. C'est à la réunion du dernier Comité Central d'Entreprise

(jeudi dernier) que la direction a annoncé ce projet. Il s'agirait de la suppression des ateliers de textiles (Colmar, Jauchy, Roanne, Valence, La Voultte, Vaize, etc...)

Mais dans ce projet de licenciement massif, la direction n'a pas compté avec la réaction des travailleurs. Déjà, le jour même du Comité Central d'Entreprise, plus de 200 personnes du siège social envahissaient la salle de réunion tenant à montrer ainsi le refus des licenciements annoncés. Les licenciements, les travailleurs savent bien ce que cela veut dire : Chômage et misère pour les licenciés, combien d'entre eux toucheront les 90% et pour combien de temps ? Augmentation des cadences et dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent. A une moindre échelle, c'est ce qui se passait lors du chômage partiel. Aussi, les ripostes de la période montrent déjà les luttes de demain : à Belle Etoile, de nombreux débrayages ont réussi à faire reculer la direction sur les mesures de chômage partiel, elle a même été jusqu'à lockouter les travailleurs pour tenter de briser le mouvement. Cette restructuration, les travailleurs de Belle Etoile (qui ont

pu «l'honneur» de passer de la branche Textile à la branche Pétrochimie !) en ont vu déjà les premiers effets : 1108 emplois supprimés de début 75 à fin 75. Près de 100 licenciements pour cette année, suppression de l'atelier Nitrile pour 77, etc...

Rhône Poulenc veut investir dans sa branche Pétrochimie jugée plus rentable que sa branche Textile. Mais cette restructuration, pas un travailleur n'y a intérêt, au contraire, elle se fait sur leur dos !

Les ouvriers de Norsyntrex à ARRAS l'ont bien compris. Aussi, depuis le 24 février, ils sont plus de 600 à occuper leur usine en exigeant une augmentation des salaires ! La réponse de la direction ce fut de traduire les délégués et trois travailleurs au tribunal des référés. Pratique bien connue du patronat qui

précède comme toujours l'intervention des flics pour tenter d'expulser les travailleurs en lutte afin de briser le mouvement. Cette attaque de la direction prend toute sa signification car c'est la manière qu'elle a choisie de faire accepter aux travailleurs son plan de restructuration. C'est donc par une riposte d'ensemble des travailleurs du trust, en répondant aux attaques de la direction en défendant chaque lutte que les ouvriers pourront déjouer les plans de Rhône Poulenc.

José GARCIA



Le trust Rhône Poulenc

UN GROUPE IMPERIALISTE

Premier trust français de la chimie, Rhône Poulenc contrôle plus de 150 sociétés, est présent dans plus de 225. Sans compter les intérimaires, les travailleurs sous contrats et ceux des entreprises extérieures il emploie près de 120 000 personnes dans le monde entier. (Dont près de 80 000 en France). Il se divise en 4 grands secteurs :

- RHÔNE POULENC INDUSTRIE (Chimie minérale, pétrochimie, chimie fine) 49 % du chiffre d'affaire.
- RHÔNE POULENC TEXTILE (Synthétiques artificiels) 34 % du chiffre d'affaire.
- RHÔNE POULENC SANTÉ (Produits vétérinaires, pharmacie, alimentation animale), 12 % du chiffre d'affaire.
- RHÔNE POULENC FILM (film reprographique) 5 % du chiffre d'affaire.

Les décisions de Rhône Poulenc de s'implanter, dans sa division textile, dans les pays du tiers monde, correspond à sa volonté d'exploiter une main d'œuvre qui est pour lui moins couteuse. Par l'installation d'usine moins couteuse que la chimie lourde par exemple (installée principalement en France) il se prépare aux luttes des peuples de ces pays pour limiter les conséquences de l'appropriation de ses usines.

Trust à 2 tentacules, exploitation de la classe ouvrière de France et les peuples des pays du tiers monde tel est la logique de ce groupe impérialiste.

Fougères

UNE SEMAINE DE LUTTE COMMENCE

Cette semaine, pour les travailleurs de chez Réhault, la lutte va continuer bien sûr, mais surtout s'amplifier. «Des actions surprises sont prévues» disaient les travailleurs, ces jours derniers.

La lutte va s'amplifier en réponse au chômage, d'autant plus qu'à Fougères, les travailleurs et travailleuses ont pu prendre connaissance des mesures dites de «sauvegarde», figurant dans le «plan Fougères» que la bourgeoisie tente de faire accepter, mesures qui ne sauvent pas grand chose sinon les profits des capitalistes de la chaussure. Qu'on en juge. Ce plan prévoit de «reclasser» 230 travailleurs dans une nouvelle usine, 60 autres dans une fourniture pour la chaussure, 100 autres encore chez DELASSON, fabrique d'articles de Latex, etc... Quant aux 500 autres travailleurs, ils seraient, paraît-il, «recasés» dans un an. Les choses sont donc claires : la bourgeoisie

appelle les travailleurs de chez Réhault à faire preuve d'un peu de compréhension, à savoir accepter des «reclassements» avec perte de salaire, avec du chômage à nouveau dans quelques mois.

par le soutien grandissant que rencontrent les travailleurs fougérais. Que ce soit à la dernière marche sur Rennes, ou encore, jeudi, où les marins pêcheurs de Lorient leur distribuaient 7

pouvoirs publics», déclarait le secrétaire CFDT la semaine dernière. Mais cette unité dans la lutte, doit se faire sur des bases claires, sur des bases qui refusent tout compromis ou concession, pour le maintien de l'emploi pour tous, sur place. Ceux qui comme le P«C»F, ont pour souci de défendre les capitalistes français de la chaussure contre leurs concurrents italiens ou autres ne sauraient être les défenseurs des travailleurs. Car défendre la «rentabilité» de l'industrie de la chaussure, ne veut rien dire d'autre qu'accepter les restructurations que prépare la bourgeoisie et bien sûr logiquement, les «reclassements» raisonnables, que le même P«C»F a tenté d'imposer à LIP et ailleurs. Sans succès. Cette semaine, les travailleurs de Réhault vont montrer encore plus, qu'ils ne sauraient avoir qu'un seul objectif : refuser les licenciements que prépare la bourgeoisie !



Quant aux 500 autres travailleurs, eux aussi savent bien ce que signifie la promesse d'avoir du travail dans un an : des mots. L'isolement de la lutte sur lequel comptent bien entendu les patrons, est balayé au contraire

tonnes de poisson ainsi qu'aux chômeurs. C'est l'unité de toute une région qui se construit sur la base de «Nous voulons rester dans notre région» «Non au chômage». Seul le rapport de force peut faire reculer les

INTERVIEW

CFT ET REPRESSION DE LA BOURGEOISIE UNE GAUCHE BIEN SILENCIEUSE

Discussions avec Daniel Bouvet, auteur de «l'usine de la peur»

Les CRS qui interviennent systématiquement contre les travailleurs en lutte, les condamnations de nombreuses sections syndicales à payer de fortes amendes après différentes grèves, comme à Air France, l'arrestation de militants syndicaux dernièrement, voilà qui montre aujourd'hui la volonté de la bourgeoisie de restreindre considérablement les libertés démocratiques, et notamment le droit de grève, droit ac-

quis de haute lutte par la classe ouvrière. La campagne que mène actuellement la CFT pour sa reconnaissance de «syndicat représentatif» fait partie de cet arsenal répressif qu'est en train de mettre en place la bourgeoisie. La nécessité de lutter pied à pied contre ces atteintes est donc une nécessité aujourd'hui. La «gauche», elle, est plus que silencieuse sur ces attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs en lutte. C'est

ce dont nous nous entretenons avec Daniel Bouvet, auteur du livre «L'usine de la peur», qui éclaire avec des exemples précis, ce que la gauche entend par «libertés»: celles de la bourgeoisie.

Dans son livre déjà, D. Bouvet déclarait à propos de la lutte à lancer contre la CFT «L'UD-CGT devait entamer une action contre Citroën avec l'aide des autres usines, mais rien n'est venu... Il y avait d'autres combats à mener... ailleurs».



Le seul refuge des fascistes de la CFT: c'est le car de police.

— Le Quotidien du Peuple: Bouvet, tu as décidé d'écrire «L'usine de la peur», dans lequel tu racontes, comment, chez Citroën, la direction, à l'aide de la CFT a tenté d'écraser toute tentative d'organisation et de lutte des travailleurs ces dernières années. Pourquoi?

— Daniel Bouvet: C'est un témoignage avant tout; si je l'ai écrit, c'est pas pour moi, mais pour les travailleurs de France, pour qu'ils se rendent compte de ce qui se passe aujourd'hui. Car, la CFT sévit chez Citroën, mais aussi ailleurs.

— QdP: Aujourd'hui, la bourgeoisie accentue la répression sous toutes ses formes. Mais la présence des milices fascistes, patronales n'est pas nouvelle

répression de la bourgeoisie la laisser se développer.

— D.B.: Oui... A Citroën, j'ai découvert un traître parmi nous... un type de la CFT qui s'était infiltré à la CGT. C'était le secrétaire du syndicat qui en plus était au PC. Il menait par le bout du nez, depuis deux ans, le syndicat CGT de Caen. Quand je l'ai signalé à plusieurs reprises, ils n'ont pas voulu m'écouter et ils étaient très embêtés de cette découverte. La seule riposte de la direction CGT a été de remplacer ce type par moi. Mais c'est tout. Quand je leur disais qu'il fallait m'aider, ils me disaient: «Il faut tenir, il faut tenir». Pour les distributions de tracts, on m'avait promis des gars de Saviem, des PTT, mais jamais rien n'est venu. On a été chez l'inspecteur du travail, chez le Préfet.



Commando CFT de Citroën-Caen partant interdire une distribution de tracts.

— surtout dans l'industrie automobile. Comment l'expliques-tu?

— D.B.: Les «syndicats patronaux» à Caen datent de 1968, et entre autres à Citroën. A Citroën, la CGT était le seul syndicat et son activité devenait dangereuse. La CFT permet d'obliger les travailleurs à se taire devant la surexploitation. D'autre part, il faut souligner que c'est l'automobile. Il y a beaucoup de travailleurs immigrés et qui sont sous contrat de six mois. Et d'une, quelle activité peux-tu développer en six mois de lutte? De plus, face à cette répression, les travailleurs immigrés peuvent moins réagir: par exemple, chez Citroën, si un travailleur espagnol ouvre sa bouche, on lui dira: «Si vous parlez la CGT, on vous enlève votre carte de travail ou de séjour et vous retournez chez vous». De plus, il y a des cours de français obligatoires, payables 10 F l'heure. La dernière chose qui rentre dans la tête de ces travailleurs, c'est tout un bourrage de crâne égotique sur l'action syndicale. Les milices ermettent d'imposer la surexploitation encore plus. Enfin, une des raisons du développement des milices, c'est que le syndicat CGT les a laissés faire, à Citroën, sans prendre garde. C'est une erreur.

— QdP: Oui, de nombreux travailleurs indiqués à la CGT le disent aussi. C'est en effet une insuffisance. Mais dans ton livre, tu signales souvent que la direction CFT de l'union CGT de Caen n'a pas levé le petit doigt contre la CFT pour t'aider. C'est un problème important. Déjà, tu peux raconter comment cela s'est passé? N'est-ce pas un refus de riposter à la

“Respectons au moins le code du travail”

En 74, la confédération CGT publiait un court livre où un certain nombre de révélations étaient faites sur l'activité de la CFT. Faits à l'appui, par exemple, les liens entre la direction de Berliet et cette officine fasciste étaient mis au grand jour. Ce qui est en cause ici, ce ne sont pas ces révélations, fort intéressantes. Ce qui est en cause, ce serait bien plutôt comment les faux communistes du P(C)F qui ont accaparé la direction de la CGT entendent lutter contre cet aspect de la répression. Pour le moins, on ne saurait dire que leur riposte se veut très efficace! Nous citons ici des extraits de ce petit livre:

«La lutte engagée pour rétablir la vérité sur la pseudo-organisation syndicale de la CFT et faire

cesser les faveurs inadmissibles dont elle bénéficie va non seulement se poursuivre mais prendre une nouvelle dimension... Dans l'immédiat, il est urgent que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires... Il en a les moyens, il ne peut se dérober plus longtemps... Ces agissements (ceux de la CFT) ne sont-ils pas des violations flagrantes des dispositions du Code du Travail et du Code Pénal?... Il est également indispensable d'en finir avec toutes les faveurs dont bénéficie la CFT de la part du gouvernement et des pouvoirs publics».

Bref, ce que se proposent les faux communistes du P(C)F, pour lutter contre l'implantation des milices fascistes, ce sont des pétitions, des protestations verbales, et autres

formes d'«actions» qui, comme on le sait, vont convaincre la bourgeoisie de ralentir sa répression. Les travailleurs, eux, qui dans ces derniers mois, ont eu à affronter les CRS et les milices pratiquement dans chacune de leurs luttes, savent à quoi s'en tenir! Les travailleurs, eux, ont choisi: face à la répression, loin de gémir et de bêler, loin de faire confiance aux tribunaux bourgeois, comme leur proposent les révisionnistes, ils ont choisi la voie de la lutte comme chez Cadot, dans le 19^e, où, face aux tentatives de la direction d'implanter la CFT, ils ont contraint la direction à dissoudre la CFT.

Face à la violence de la bourgeoisie, les travailleurs ne sauraient baisser les bras.

nous dit qu'en rentrant à Citroën, tu ne t'intéressais pas du tout à la lutte. Tu dis t'être décidé à mener une activité syndicale pour combattre des injustices, notamment celles que subissait ta femme. On a un peu l'impression que ton but est de lutter uniquement contre les aspects les plus criants de la société capitaliste, ses «abus», notamment certains aspects répressifs contre les travailleurs, mais qu'en fin de compte, tu te satisferais du système capitaliste avec plus de «démocratie», une exploitation un peu plus douce, sans poser la question de la suppression de ce système. Penses-tu toujours cela?

— D.B.: Je vois ce que tu veux dire et c'est un point intéressant. En fait, il faut voir que la répression particulière à Citroën m'a permis, disons, de prendre conscience de l'exploitation plus rapidement. Sinon, cela se serait fait plus tard. Oui, mon but c'est de lutter contre les abus. Mais, comme tu le dis, il faut aller plus loin, il faut aller au socialisme et je me battrais pour. Il faut une société où disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme.

— QdP: Non seulement la gauche ne lutte pas contre la répression, mais elle n'a pas levé le petit doigt contre les arrestations de militants syndicaux. Au contraire, quand les gens du P(C)F, à l'intérieur de la CGT, parlent de «libertés» et qu'ils agressent les militants ouvriers qui crient «Libération pour les emprisonnés», lors des manifestations, qu'à Chausson, ils ont fait un double service d'ordre devant les CRS pour empêcher les travailleurs de réoccuper leur usine, quand les membres du PS, à Dijon, font de même, on peut se demander les libertés de qui ils défendent? Qu'en penses-tu?

— D.B.: C'est vrai, pour l'armée, ils ont pris du retard, c'est le moins que l'on puisse dire. Chausson, c'est un exemple que j'ai souvent entendu. Ils veulent l'unité, ils disent, mais sur quoi, pour quel but? La répression et les milices en font partie, c'est une chose sérieuse qu'il ne faut pas prendre à la légère. La liberté, pour la «gauche», c'est comment dire?... la liberté pour la hiérarchie qu'ils défendent, pour eux d'abord. La classe ouvrière? C'est pour eux une masse de manœuvre. Quand ils l'auront bien bridée, les travailleurs n'auront plus qu'à fermer leur queue. Les travailleurs devraient recevoir les coups pour finalement mettre ces gens-là au pouvoir. Le PCF parle de liberté d'expression, mais pour qui en effet? A droite, ça se comprend, mais à gauche? On commence à comprendre ce que ce sera quand le programme commun sera au pouvoir. Le socialisme, ce n'est pas cela, sûrement pas.

— QdP: Tu as finalement quitté Citroën, tu étais seul, dis-tu? Mais pourquoi?

— D.B.: J'étais vraiment seul mais quand je suis parti j'ai pu faire un certain nombre d'erreurs aussi. Si je peux, je retournerai à la base, je me rebattrais, mais pas tout seul, car on n'arrive à rien. On y arrivera!

POLITIQUE

LE PETIT WEEK-END DES POLITICIENS

SPORT

RUGBY



Dimanche après midi, au Parc des Princes, en huitième de finale du challenge Yves Du Manoir, Narbonne a battu le stade toulousain par 25 à 15.

FOOTBALL

Valenciennes-Nîmes	3 - 0
Rennes-Metz	2 - 0
Brest-Lyon	3 - 0
Auxerre-Marseille	0 - 0
St-Dié-Reims	3 - 0
Meaux-Sète	0 - 2
La Paillade-Dunkerque	0 - 3
Paris St Germain-Lens	3 - 0

Lens-Paris Saint Germain LA SPORTIVITÉ DU PUBLIC LENSOIS

Lens joue tambour battant pendant les cinq premières minutes mais sans arriver à conclure, avec un jeu d'équipe un peu cassé. A la 5^e minute, après un débordement de Brisson du Paris St Germain qui centre sur M'Pelé, celui-ci trompe Lannois le gardien de but de Lens. Après ce premier but, Lens n'a jamais pu se retrouver et a été constamment dominé. A la 26^e minute, c'est encore M'Pelé qui sur un bon centre de Nossibor marque le deuxième but, à la mi-temps le score est de 2-0.

La seconde mi-temps confirme la valeur de l'équipe parisienne face à une équipe lensoise décevante, c'est ce que confirme le 3^e but marqué par le même M'Pelé.

Malgré la défaite de leur équipe, les spectateurs lensois, pour la plupart des travailleurs de la région, des

mineurs, amateurs du bon football ont montré leur sportivité. Au début du match les 25000 spectateurs scandaient le nom de Lens et chantaient «*Ce soir, on va gagner. Allez Lens, allez Lens*». Les mêmes à la fin du match reprenaient en chœur «*Ce soir on a perdu*». Les buts de Paris St Germain et toutes les bonnes actions étaient applaudies, par contre Lens se fait siffler.

Il y a un côté fête populaire lors des matchs à Lens, des gens qui ne se connaissent pas, discutent ensemble, commentent le match sans chauvinisme. Le football dans la région de Lens ça représente quelques chose, il y a beaucoup de petits clubs qui jouent un bon football, et c'est en amateurs de football que tous ces gens vont soutenir et applaudir l'équipe de Lens ou l'équipe adverse.

Corr. football

SKI



Serré-Chevalier : c'est Perrine Pelen, Patricia Emmonet et Michèle Basso qui arrivent en tête des épreuves de slalom spécial dames du 63^e championnat de France de ski.

Dans une semaine, ce sont les élections cantonales. Elections qui soulèvent si peu d'intérêt chez les travailleurs que les politiciens, aussi bien à la majorité que dans la «gauche», cherchent tous les moyens de se faire mousser. Le voyage à Alger de Mitterrand a fourni un prétexte à la majorité : Chirac critique Mitterrand qui «ne s'est pas informé de la position du gouvernement français en l'affaire». Ce à quoi le PS a répondu «qu'il n'avait pas manqué de se procurer les informations nécessaires auprès des services compétents». Mme Edith Cresson, du PS, aurait même ajouté que des fonctionnaires des ministères des affaires étrangères et des finances renseignaient obligeamment le PS. Il est vrai que bien des hauts fonctionnaires tiennent à se préserver leur avenir de tous côtés.

La balle est reprise par



Poniatowski qui, soucieux de ménager le PS, s'est contenté de déclarer qu'il s'agissait «soit d'une fabulation mettant injustement en cause des fonctionnaires du PS (lui-même doit savoir qu'il peut bien compter dessus), soit de fonctionnaires manquant à leur obligation de réserve».

L'UDR ne voulant pas être de reste a fait dire par la tapisserie qui lui sert de secrétaire général, André Bord, que Mitterrand «n'était qu'un commis voyageur de l'illusion». Dans tout ce beau monde, il y en avait un qui n'avait pu placer son mot : Georges Marchais, très vexé de la publicité faite autour de Mitterrand, a crié bien fort que lui aussi été allé en Algérie, et qu'on l'avait reçu avec beaucoup d'honneurs. Personne n'ayant relevé le gant, la polémique s'est tue.

Echanger des bons mots ne suffisant pas à préparer des élections, quelques leaders se sont rendus «sur le terrain», où il n'y avait pas grand monde pour les accueillir. Leroy, directeur de l'Humanité, n'a pas été très convaincant, au Creusot, en expliquant que ces élections pouvaient changer quelque chose à la vie des

travailleurs, et s'est surtout montré inquiet de certaines alliances passées par le PS. C'est qu'au PS, on tient à sa position de parti charnière entre majorité et «gauche». Mitterrand, à Bruay, s'est contenté de dire que «de toutes façons la gauche gagnerait». Une façon de ne pas répondre à Leroy...



L'événement de la semaine reste le match Mitterrand-Fourcade. Comme dans tout match bien préparé, les concurrents «chauffent leur public». Comme dans tout match, c'est le mépris de ce public qui prédomine. Mitterrand a annoncé qu'il dévoilerait des statistiques sensationnelles, sans doute complétées par quelques hauts fonctionnaires. Fourcade, bien embarrassé par la hausse des prix de janvier, a fait dire qu'il

avait annulé presque tous ses rendez-vous mercredi pour être en forme, et qu'il avait fait calculer le coût des propositions économiques du PS. L'opération publicitaire est bien engagée (chacun s'est fait commander un petit sondage confidentiel pour l'occasion) et l'on peut voir qu'elle sera bien loin des vraies préoccupations des travailleurs.

Eric BREHAT

La police contre une manifestation anti-raciste

Samedi dernier était convoquée par l'Amicale des Algériens en Europe une manifestation à Paris pour protester contre les attentats qui avaient visé, récemment, un certain nombre de consulats du gouvernement algérien. Autorisée par la préfecture de police, la manifestation a été interdite en dernière minute : les CRS avaient complètement bouclé le quartier de la rue d'Argentine, empêchant toute possibilité de rassemblement et n'hésitant pas à embarquer les travailleurs immigrés qui s'y rendaient. Dans le même temps, deux membres du FLUA (l'organisation terroriste de pieds noirs et d'anciens harkis, nostalgiques de la colonisation) ont été arrêtés par la police.

ETUDIANTS

A l'université d'Orléans :

UNE INAUGURATION MOUVEMENTÉE

Jeudi dernier (26/2) en fin d'après-midi le recteur et de nombreuses personnalités devaient inaugurer le nouveau Centre de Calcul. A cette occasion, le personnel du Centre, appuyé par les enseignants (à l'appel de leurs syndicats) avaient décidé de manifester pour protester contre les conditions scandaleuses dans lesquelles ce centre doit fonctionner : absence de crédits, manque de personnel qualifié, conditions de travail plus mauvaises que dans les autres centres de calcul, insécurité de l'emploi (contrats) des salaires et des primes non payées !...

D'ailleurs, le centre n'a pas encore de directeur et on se prépare, faute de poste, à vider un enseignant non titulaire pour nommer un directeur à sa place.

Pendant que le recteur écoutait les revendications du personnel, de nouveaux

participants à la cérémonie arrivaient sans être invités : une délégation massive d'étudiants (de l'ordre d'une centaine) entendait profiter de l'occasion pour faire savoir au recteur qu'une grande partie de l'Université (lettres, 1^{er} cycle de sciences...) était en grève, et qu'ils comptaient bien étendre le mouvement, à Orléans comme ailleurs. Les mots d'ordre scandés, les pancartes, résumaient clairement les objectifs de l'action :

«A bas la réforme du 2nd cycle !»
«Patrons, hors des facs !»
«Facs d'élite, facs poubelles, non aux facs concurrentielles !»

Comme d'habitude, le recteur «consentait à recevoir une délégation de trois étudiants», mais aux cris de «nous sommes tous délégués», les manifestants refusèrent et s'assirent par terre en bloquant les issues.

L'inauguration se poursuivait alors dans un centre assiégé ! Quelques personnalités invitées jugeant plus prudent de s'échapper tout de suite, le président de l'Université leur négociait une sortie : «ce ne sont pas des enseignants, vous pouvez les laisser passer !», insinuation perfide à laquelle les étudiants ripostèrent en scandant : «Etudiants, enseignants, même combat !»

Pauvre président ! dans son affolement, en revenant, il se trompait de salle, cherchant vainement à ouvrir des portes fermées à clé, persuadé sans doute que les autres s'étaient déjà enfermés en attendant l'assaut !

Finalement, tout le monde se retrouvait au 1^{er} étage, où un vin d'honneur récompensait ceux des invités chez qui la gauche n'avait emporté sur l'affolement...

Les manifestants, divisés, n'osèrent pas rentrer et partager le champagne et les gâteaux avec le recteur. Erreur funeste ! car celui-ci, assuré du ravitaillement, trouvait sa séquestration plutôt agréable, et put à loisir faire traîner les choses.

En fin de compte, il s'adressa à tous les manifestants et réussit à s'en tirer grâce à des faux-fuyants du genre : «Ce n'est pas moi qui applique la réforme, mais le conseil d'Université»...

Etudiants, enseignants, personnel, tireront les leçons de cette soirée : unir leurs revendications, surmonter les hésitations, ne pas se laisser prendre au piège posé par le pouvoir et que les propos du recteur mettaient en lumière : des conseils soi-disant autonomes, mais qui, en fait, ne feraient que prendre des décisions imposées par le ministère.

POLITIQUE

XXV^e Congrès du P.C.U.S.

L'URSS, UN BOULET A TRAINER PAR LE PCF

Les interventions des délégués du PCF et du PCI samedi, au congrès du parti révisionniste d'Union Soviétique (PCUS), ont marqué l'accroissement des contradictions dans le camp soviétique. Que les partis réunis à Moscou soient incapables d'unité, c'est peu étonnant. Les partis qui gravitent autour du PCUS ne sont en effet plus aujourd'hui qu'un amas de groupes dégénérés qui n'ont plus de communisme que le nom. Et ils seront de plus en plus incapables de dominer leurs divergences.

Les interventions de Berlin-guer (PC italien) et Plissonnier (PCF) traduisent en effet une tendance inéluctable. Leurs partis sont contraints de se démarquer de l'URSS plutôt que de la «trainer comme un boulet». Le modèle de «socialisme à la soviétique», en effet, ne tente plus grand monde.

verts sur l'oppression des peuples soviétiques, l'absence du pouvoir de la classe ouvrière. D'autre part, le PCF est contraint de répondre à la propagande bourgeoise qui présente l'URSS d'aujourd'hui, avec toutes ses tares, comme un pays réellement socialiste.

Celle-ci agite toujours l'épouvantail du «bolchevisme» avec lequel les dirigeants soviétiques ont pourtant radi-

Les ouvriers français et européens ont les yeux ou-

calement rompu. Et cette argumentation porte chez les cadres et intellectuels, vers lesquels, précisément, le PCF axe son travail de séduction. C'est ce qui fait dire à Plissonnier «pour nous, le socialisme implique la garantie de toutes les libertés», sous-entendant, «pour vous, non». Mais, au fond, l'URSS n'est pas dénoncée comme capitaliste, bien sûr, et le PCF se garde de dire qu'il veut en France instaurer un système fondé comme en URSS sur le capitalisme d'Etat.

quant l'impérialisme soviétique et ses menaces sur l'Europe qu'il tient au contraire pour des garanties de paix. Plissonnier affirmait aussi solennellement samedi que le PCF «ne se détournera jamais de ses devoirs internationalistes» vis à vis de l'URSS, ce que précisément Brejnev avait exigé il y a quelques jours. Et c'est d'un «internationalisme» particulier bien entendu qu'il s'agit : le PCF facilite les manœuvres soviétiques, les présente comme des actes pacifiques. Il vou-



Szezecin 1970 : l'armée russe tire sur les travailleurs polonais en grève. Il y a de quoi prendre des distances !

UN «INTERNATIONALISME» PARTICULIER

On ne saurait pourtant s'abuser sur les divergences concernant la politique extérieure de la France, et qui ont fait l'objet de nombreux commentaires. Que Marchais soit gêné par la politique soviétique vis à vis de Giscard n'est pas nouveau. On se rappelle sa rage au moment de la visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard en pleine élection présidentielle !

Mais Plissonnier s'est borné, à Moscou, à dénoncer «l'impérialisme» en général, mas-

trait faire entrer la France sous la «protection» soviétique et supprimer toute la politique nucléaire indépendante.

Si l'unité persiste donc aujourd'hui dans le camp révisionniste pour masquer le caractère agressif de l'URSS capitaliste, si les dirigeants russes disposent encore aujourd'hui de multiples moyens de pression sur les partis révisionnistes d'Occident, ils auront pourtant de plus en plus de mal à résoudre leurs rapports avec eux. C'est ce qu'aura bien illustré ce congrès.

Paul LEFORT

En bref

Un nouvel avocat pour l'assassin de Philippe Bertrand

Patrick Henry a demandé à Maître Badinter d'assurer sa défense en plus de l'avocat déjà désigné. Maître Badinter, qui s'est fait connaître par ses positions contre la peine de mort, a accepté cette défense.

Un nouveau torchon en vente aujourd'hui

Amaury, patron du «Parisien Libéré», de «L'Équipe», etc... qui a licencié ses ouvriers, et qui déverse, dans sa presse, les idées les plus réactionnaires tous les jours, fait prospérer ses affaires. Il met en vente aujourd'hui un nouveau quotidien en Picardie, qui s'appellera «France Picardie». C'est gardé en permanence par les flics que ce journal peut sortir ; ça donne le ton de ce qu'il y a dedans.

Un printemps précoce

Les températures, ce week-end, étaient particulièrement élevées, pour un mois de février. Les maximum atteignant parfois près de 20° sur la Côte d'Azur et dans les départements du Sud-Ouest ont permis quelques baignades à quelques privilégiés. Quand le soleil revient, on se prend à rêver des joies du tourisme populaire que permettrait en France le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Les suites de la catastrophe du DC 10 en forêt d'Hermenonville

C'est à la suite de l'ouverture inopinée de la porte de la soute à bagages que ce DC 10 turc s'était écrasé, faisant ainsi 344 victimes. Des plaintes avaient été déposées, et un tribunal californien vient de rendre son verdict pour l'une des plaintes : 1,5 million de dollars de dommages et intérêts pour une victime, à partager entre la compagnie exploitante et le constructeur. Les compagnies d'assurance sont du coup très inquiètes de ce qui se passerait si la même décision était prise pour les 343 autres victimes...

Le flicard au grand cœur

Le «Journal du Dimanche» n'épargne aucune goutte de son encre pour plaire à Poniatowski. Il s'évertue chaque semaine à présenter les flics comme des braves gens. C'est sans doute pour se racheter d'avoir publié la semaine dernière un quart de colonne sur la mort de Michel Boyé, tué par les CRS, qu'il a sorti cette semaine une demie-page sur le commissaire de police de Sarcelles. Ce brave homme n'y va pas par quatre chemins : «je rêve, dit-il, d'une ville où tout le monde s'embrasserait». L'histoire ne dit pas s'il lève la visière de son casque pour qu'on puisse l'embrasser plus facilement dans les manifestations...

Un soutien attendu

L'hebdomadaire «Tribune Juive» a publié un télégramme de François Mitterrand adressé à la conférence sioniste qui s'est tenue à Bruxelles sur la situation des juifs en URSS. Le secrétaire du PS, au mépris de la lutte du peuple palestinien, appelle au renforcement de l'Etat sioniste par l'émigration des juifs vers Israël, au nom d'un principe apparemment humanitaire de «réunion des familles». On n'en attendait pas moins de lui.

INTERNATIONAL

CHINE FESTIVAL CHOREGRAPHIQUE UN ART PROLETARIEN

Pékin, le 26 février 1976 : (hsinhua) - un festival national de danses exécutées par un, deux ou trois danseurs, ouvert le 18 janvier dernier à Pékin, est clôturé.

Ce festival est le premier festival chorégraphique national depuis la grande révolution culturelle prolétarienne commencée en 1966. (...) Avant la grande révolution culturelle prolétarienne, l'ancien ministère de la culture avait organisé un festival chorégraphique de pas seuls et de pas de deux. Alors, sous l'influence de la ligne révisionniste en matière de littérature et d'art, ces danses imitaient des mouvements de cigogne, de paon, ou étaient imprégnées de sentiments bourgeois. Ce contraste frappant constitue un cinquant-

démenti à l'absurdité «le présent ne vaut pas le passé» que les responsables qui, au sein du Parti, s'engagent dans la voie capitaliste et refusent de s'amender, ont lancée contre la littérature et l'art socialistes.

Une caractéristique saillante de ce festival est que son programme prend comme axe la lutte de classes (...).

Les chorégraphes et danseurs ont fait de précieuses expériences pour savoir comment camper les images des ouvriers, paysans et soldats. Ils placent les héros dans des situations de lutte acharnée et de conflit aigu pour magnifier et idéaliser leur image. Par ailleurs, dans beaucoup de numéros, on a,

à la lumière de ce principe : «que l'ancien serve l'actuel, que ce qui est étranger serve ce qui est national», assimilé les formes d'expression vivantes du ballet et des danses populaires chinoises pour mieux représenter les ouvriers, les paysans et les soldats.

Avant la grande révolution culturelle, les amateurs ouvriers-paysans-soldats ne pouvaient participer au festival chorégraphique national. Cette fois-ci, dans de nombreuses scènes, les rôles des ouvriers, paysans et soldats sont interprétés par de vrais ouvriers, paysans et soldats, ceux là mêmes qui sont les créateurs de l'histoire. Les numéros représentant la municipalité de Pékin à ce festival ont été composés et

interprétés par des équipes amateurs de propagande des usines et villages de Pékin. Des ouvriers de la société sidérurgique de Paoteou et des pêcheurs du chantong sont venus danser à Pékin pour la première fois. Leur représentation, pleine d'esprit révolutionnaire et de vie, a été accueillie chaleureusement par les spectateurs.

Aguerris par la grande révolution culturelle, les travailleurs chorégraphiques professionnels ont changé d'esprit. Ils se rendent parmi les ouvriers, les paysans et les soldats, apprennent auprès d'eux, refondent leur conception du monde et leurs idées artistiques et créent de nombreux et excellents numéros.

(Agence Chine Nouvelle).

Pendant une pose lors du travail aux champs, un paysan joue avec sa bru une scène d'un opéra de Pékin.



URSS

TERREUR ET SUBVERSION

LE KGB POLICE OMNIPRESENTE DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE SOVIETIQUE

Le rétablissement du capitalisme en URSS, ce n'est pas seulement le retour de l'exploitation, les difficultés économiques se traduisant par l'aggravation des conditions de vie des masses, l'oppression des peuples des pays de l'est, ainsi que des nationalités soviétiques, la préparation de la guerre pour le partage du monde avec les USA. C'est aussi, ce qui est plus connu, l'utilisation des méthodes de répression les plus noires inventées par la bourgeoisie, leur perfectionnement par les nouveaux bourgeois soviétiques.

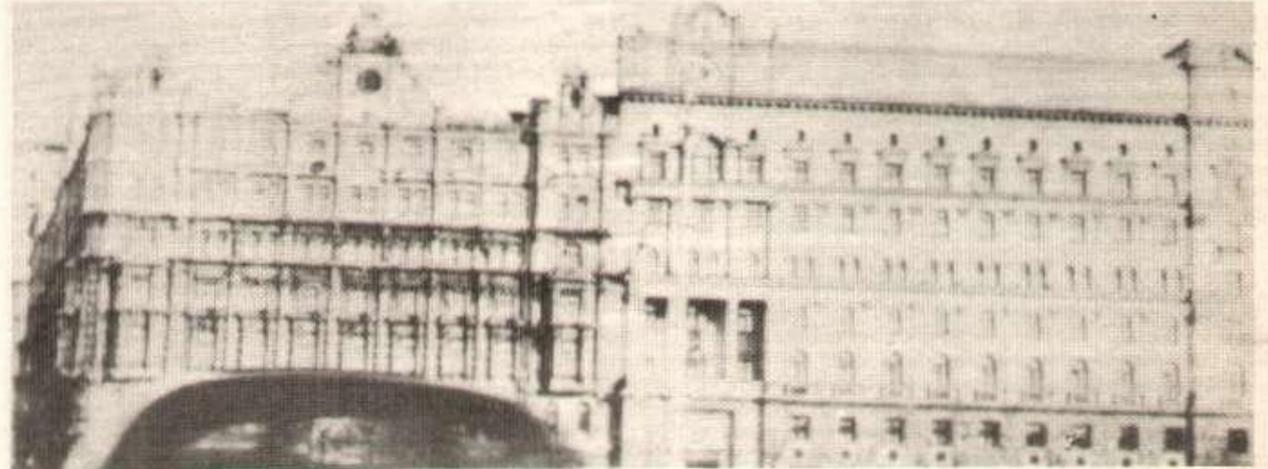
C'est, notamment, cette immense toile d'araignée de police secrète, couvrant à la fois la population soviétique d'un réseau serré de surveillance, et le monde entier de bandes d'espions. C'est le monde des hôpitaux psychiatriques, de la mise en fiches, de la subversion. C'est, nouvel émule des services américains de la CIA et du FBI, élève dépassant parfois le maître, le service secret social-impérialiste : le KGB.

Le KGB, créé le 13 mars 1954, a son quartier général à deux pas du Kremlin, au n°2 de la place Dzerjinsky. Un bâtiment en pierre grise qui, pour les besoins de missions grandissantes, est rapidement doublé d'une annexe de 9 étages. S'y ajoutent des services opérationnels dispersés un peu partout dans Moscou, dans des appartements d'apparence anodine, et les bureaux des services d'opération à l'étranger concentrés dans un immeuble neuf à proximité du boulevard périphérique à Moscou.

Le n°2 de la place Dzerjinsky reste néanmoins le «Centre» pour les effectifs innombrables des agents du KGB : 90 000, dispersés à travers le monde, d'après les estimations des services de renseignements occidentaux.

dié utilisés par tous les services du gouvernement sont confiés au KGB. Le directeur de l'Agence de Presse Novosti, Ivan Ivanovitch Oudaltsov est officier du KGB ; ancien ministre conseiller à Prague, il avait préparé soigneusement l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Un service entier d'ailleurs de Novosti, la dixième section, est constitué d'hommes du KGB. Ceux-ci peuplent encore le Conseil des Affaires des Sectes Religieuses, le Comité d'état scientifique et technique, le Comité des Organisations de Jeunesse, de la Croix Rouge, le ministère du Commerce extérieur, la Chambre de Commerce etc... et bien sûr, l'agence de tourisme, INTOURIST qui est quasiment une filiale.

Le fonctionnement et l'organisation très compliquée



Le quartier général du KGB

donne et dirige toutes les opérations à l'étranger avec des sous-directoires spécialisés. L'un choisit, forme et affecte les agents envoyés à l'étranger sous de fausses identités, les «Résidents». Un autre s'occupe de l'espionnage scientifique et technique : vols des documents sur la recherche nucléaire et industrielle de pointe, organisations des délégations scientifiques soviétiques à l'étranger, choix des spécialistes dans les ambassades à l'étranger. Un autre encore, est chargé de l'infiltration des services de renseignements étrangers et de la surveillance de tous les soviétiques résidant hors de l'URSS. Deux autres s'occupent des campagnes d'intoxication (de la «Désinformation» d'après une traduction textuelle) et des opérations d'action directe, assassinats politiques, kidnappings, sabotages etc...

Dix départements coordonnent ces activités par secteurs géographiques, un onzième relie les activités du KGB aux services secrets des autres pays révisionnistes : les pays de l'est et Cuba. Cinq autres s'occupent respectivement des faux papiers et des panoplies de «parfaitespion», des «couvertures» officielles des agents (diplomates, journalistes, ecclésiastiques, représentants commerciaux etc...) des codes, des fichiers et des archives.

Tout est prévu, rien ne doit être lancé au hasard. Et pour plus de sûreté, les agents du KGB préfèrent ne pas agir directement pour obtenir leurs informations. Un manuel édité par l'Ecole de Renseignement précise la nature de ceux qui doivent systématiquement être recherchés comme informateurs : des employés d'organismes gouvernementaux qui peuvent avoir accès à des secrets d'Etat, ceux qui sont susceptibles d'entrer dans ces organismes, les employés d'organismes non gouvernementaux qui ont accès à des renseignements scientifiques, techniques, économiques. Et de préférence des gens ayant des faiblesses et pouvant être facilement corrompus, plus que des gens sympathisants du régime soviétique.

ECHEC DU KGB CONTRE LA CHINE

Ce n'est pas faute d'efforts : Le directoire général des gardes-frontières lui est particulièrement consacré ; un service spécial au sein du service de Sécurité politique intérieure a été créé en 1963, tant les révisionnistes craignaient le poids de la lutte menée par les camarades chinois contre les thèses

nistes ont promulgués pour mettre au pas le peuple soviétique. Le ministère de la «Sûreté publique» créé en 1966, s'est appelé tout franchement «Ministère de l'Intérieur» en 1968 devant la résistance croissante du peuple soviétique et le Ministère de la justice a été rétabli en 1970.

A priori, tout soviétique est suspect et toute l'infrastructure matérielle compliquée du KGB est installée pour la

nombre d'arrestations de soldats et d'officiers qui dénonçaient une occupation faite contre leur volonté. Les très nombreuses minorités nationales, qui protestent contre l'assimilation et l'oppression du pouvoir central. Et bien évidemment, les usines, les quartiers où le KGB présent avec ses informateurs est prêt à faire appel à l'armée et la police officielle pour étouffer dans l'œuf toute manifestation.

Le KGB est le grand pourvoyeur des camps de travail qui s'élèvent à plus d'un millier aujourd'hui, emprisonnant plus d'un million de soviétiques «criminels» de s'opposer à un pouvoir qui n'est plus celui du peuple. Ce sont ces agents qui, dans ces camps, sèment la discorde pour inciter à des bagarres et massacrer ensuite à la mitraille la foule qui s'entre déchire.

C'est aussi le KGB qui est le sinistre créateur des hôpitaux psychiatriques qui ne dépendent pas comme on pourrait naïvement le supposer, du ministère de la santé, mais du Ministère de l'Intérieur. Le Docteur Lunts, le psychiatre-chef de l'Institut Serbsky arrive le matin en uniforme de colonel du KGB et c'est lui qui en blouse blanche décrète tous ses «malades» atteints de schizophrénie et donc bons pour les drogues visant à détruire toute volonté.

Service de police d'un pays socialiste ? Allons donc ! L'époque est finie depuis longtemps où, menacé par la meute des agresseurs impérialistes, manquant d'expérience pour résoudre le problème du maintien et du développement du pouvoir de la classe ouvrière, l'Etat soviétique défendait comme il le pouvait son existence contre les classes exploiteuses. Le temps de Richard Sorge et de l'Orchestre Rouge, des communistes qui faisaient leur travail de renseignement par devoir de parti, par conviction de classe, est bien passé. La réalité, c'est désormais le peuple qu'on emprisonne à l'intérieur, les personnages influents qu'on achète à l'étranger. C'est le temps des assassins de la nouvelle bourgeoisie.

Emprisonnés pour avoir condamné l'occupation armée de la Tchécoslovaquie

Le major général Griorenko arrêté le 7 mai 1969 pour avoir protesté contre la répression subie par les Tatars de Crimée et l'invasion de la Tchécoslovaquie. Les psychiatres de Tachkent l'avaient trouvé sain d'esprit. Le colonel-docteur Lunts diagnostique une «schizophrénie de type paranoïde». En 71, nouvel interrogatoire-examen médical. Ses opinions n'ayant pas changé, on continue le traitement de drogues.

Ivan Yakhimovitch avait quitté son poste de philosophie pour aller travailler dans un kolkhoze. Nommé directeur, il exige le salaire du moins payé des kolkhoziens. En août 68, il condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il perd sa situation on lui retire ses papiers. Le 24 mars, le KGB l'arrête pour diffamation contre l'«Etat et le régime soviétique». Le KGB réussit à produire un unique témoin à charge, un paysan qui l'accuse d'avoir assisté à des réunions du kolkhoze avec des vêtements sales et d'y avoir déployé une énergie excessive. Il n'en fallut pas plus pour que des commissions d'«experts en psychiatrie» lui diagnostiquent une schizophrénie et l'envoie à l'hôpital psychiatrique de Rqa.

révisionnistes de Khrouchtchev.

Leur activité d'espionnage étant rendue impossible par le haut degré de conscience et de mobilisation politique du peuple chinois, ils en sont réduits à tenter d'espionner à partir d'autres pays et même aux Etats Unis. Ils ont essayé de faire de Hong Kong une gigantesque base d'espionnage, mais elle a été démantelée en partie en 1972.

L'INSTRUMENT D'UNE REPRESSION FASCISTE

Le Service de Sécurité publique qui fait partie du Deuxième Directoire Général du KGB et le Cinquième Directoire Général sont les deux principales tenailles. Depuis 1965, leur pouvoir et leur champ d'action se sont considérablement étendus avec les différents décrets, règlements, résolutions et additifs que les dirigeants révision-

recherche sinon la création du suspect. Au Directoire de Surveillance : outre les techniciens et les officiers enquêteurs, 3500 hommes et femmes chargés uniquement de la filature, un arsenal de déguisements, de matériel électronique, photographique, de voitures, etc... Au directoire des opérations techniques et à celui des communications, la surveillance du courrier et du téléphone dont l'usage vient d'être récemment restreint. Un Groupe d'Assistance Technique regroupe les «plombiers» et les cambrioleurs professionnels du KGB. C'est lui enfin qui détient les Archives et l'Etat Civil où un système perfectionné d'ordinateurs permet instantanément de connaître la biographie la plus détaillée du moindre suspect.

Tout doit être surveillé. L'armée, ce qui entraîna, au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie, un certain



Le KGB c'est l'instrument d'une surveillance constante.

90 000 auxquels il faudrait ajouter les 400 000 employés de bureau, gardiens d'immeubles, garde-frontières et troupes spéciales, plus les informateurs et les espions non recensés officiellement comme agents et qui doivent se chiffrer à des centaines de milliers.

Une puissance considérable, un état dans l'état mais soigneusement contrôlé par la machine d'état révisionniste.

Son directeur Youri V. Andropov entre en avril 1973 au Bureau Politique. Trois de ses adjoints sont membres du Comité Central. Deux juges de la Cour Suprême sont d'anciens généraux du KGB. Des réseaux téléphoniques et ra-

du KGB ne laisse rien au hasard : un réseau complexe pour des opérations complexes à l'étranger qui vont au-delà du simple espionnage : une toile d'araignée en URSS même, pour ne rien laisser échapper de la moindre activité du citoyen soviétique.

4 Directoires Généraux, 7 Directions autonomes, 6 Départements autonomes, chacun subdivisé en Sous-directoires, départements et directions.

L'INSTRUMENT CLANDESTIN DU SOCIAL IMPERIALISME HORS DE SES FRONTIERES.

C'est le premier Directoire Général qui organise coordonne

LA SITUATION ACTUELLE DANS LES LYCEES

INTERVIEW DE FRANCIS

La réforme Haby va rentrer en vigueur : discrètement, comme elle a été préparée et votée. Le ministre s'était engagé à un vaste débat, à faire passer des lois complémentaires : en réalité, il ne procédera que par décrets d'application.

Déjà, il a confirmé que dans l'enseignement primaire, son système à deux vitesses se mettrait en place à la prochaine rentrée.

Dans les écoles, les effets répressifs de la réforme commencent à se faire sentir : la bourgeoisie, qui avait procédé avec prudence au 1^{er} trimestre, y va désormais plus carrément. Les directeurs de lycées et CET, réunis à Lyon récemment, ont reçu des indications précises :

Les conseils de discipline, la suppression des foyers socio-éducatifs, le contrôle sur les 10% dans les lycées, (10% du temps accordé aux profs pour

des activités «libres»), les expulsions de révolutionnaires vont se multiplier. Les libertés d'expression et de réunion seront fortement réduites.

Les normes scolaires antérieures -vérification à chaque heure des absences, feuilles de notes, pas d'élèves aux conseils de classes...- sont rétablies petit à petit.

Nous avons rencontré Francis, élève de Châlons-sur-Marne qui est, avec des lycéens de Lyon, à l'initiative de la coordination nationale qui se tiendra à Lyon le 7 mars.

Les problèmes qu'il pose à propos de la lutte contre l'école, l'unité des jeunes avec les travailleurs, doivent faire l'objet d'un débat plus large parmi les lecteurs, notamment avec les enseignants qui ont exprimé à plusieurs reprises dans nos colonnes leur désir d'échanger des expériences.

QdP : D'où vient cette idée de Coordination Nationale ? Qui regroupe-t-elle exactement ?

Francis : Au départ, il y a l'appel des lycéens de Chaumont, dans votre journal, à propos du rétablissement des feuilles de notes. A Chalons, nous avons estimé que leur proposition de débat était bonne, mais qu'il fallait aller plus loin. C'est pourquoi nous avons pris contact avec différents établissements et plusieurs coordinations, dont celle de Lyon qui est la plus importante.

Il faut noter que seul dans la presse, le QdP s'est fait l'écho de notre initiative. «Libération», par exemple, à qui nous nous sommes adressés à plusieurs reprises a refusé de passer nos communiqués.

En raison de ce black-out, qui était d'ailleurs prévisible, la réunion du 7 ne pourra évidemment pas réunir les représentants de tous les lycéens révolutionnaires. Nous avons déjà une quarantaine de réponses favorables : notre objectif est de dépasser la cinquantaine d'établissements représentés.

QdP : Quel est le but de cette journée du 7 ? Vaut-elle prendre l'initiative d'actions, de grèves ?

Francis : Il faut d'abord que nous fassions le point, sur les premiers éléments de répression, la tactique de Haby, ce qu'en pensent les élèves aujourd'hui. A partir de ça, nous pourrions élaborer une plate forme de lutte, élargir la coordination, fixer plusieurs journées nationales d'action pour sensibiliser les collégiens et lycéens sur ce problème.

Dire s'il y aura un grand événement comme les années passées, est prématuré, même si la résurgence des combats étudiants contre Soisson constitue un facteur extérieur favorable.

Ce qui est sûr, c'est que peu d'écoles, sous une forme ou sous une autre, seront épargnées par la lutte des élèves qui veulent défendre leurs droits.

«La réflexion s'est approfondie»

QdP : On dit que les lycéens sont endormis, plutôt passifs, que la nécessité de passer les examens l'emporte chez eux sur le sentiment de révolte, sur la volonté de lutte.

Francis : Tous les ans, c'est la même chose. Que le «Monde de l'éducation» dise cela n'a pas beaucoup d'importance.

Cette année, il y a eu une forte mobilisation sur l'Espagne, au 1^{er} trimestre. Par contre, sur l'armée, la lutte a été moins importante que prévue, c'est vrai.

Je ne crois pas qu'on puisse en tirer des conclusions pessimistes. La révolte reste, car les causes qui la produisent sont encore là : la nécessité d'avoir un diplôme n'est pas ressentie cette année, d'une façon beaucoup plus vive que l'an passé.

A mon avis, par contre, la réflexion des élèves s'est approfondie : les gars ont quand même en tête les échecs de l'année dernière, où, il faut le dire, on a fait beaucoup de bruit pour pas grand chose.

Avant d'entrer en lutte, ils veulent savoir où ça va aller, les buts concrets qu'il faut se

fixer. Sur l'Espagne, c'était clair. Sur l'armée, la bêtise des propositions anti-militaristes a incontestablement



privé de débouchés l'aspiration des jeunes à soutenir les appels emprisonnés.

Là où tous les aspects du problème ont été vus, - libertés démocratiques, problème de la défense -, il y a eu mobilisation et même des grèves.

«Il manque un point de vue d'ensemble»

QdP : Ne serait-il pas souhaitable, dans ces conditions de créer une organisation révolutionnaire d'élèves ou de lycéens, au plan national ?

Francis : Non. Il faut voir comment les choses se passent. Chaque année, des comités d'action ou de lutte se créent spontanément, avec tous ceux qui, plus ou moins conscients, veulent «faire quelque chose». Il y a là-dedans des révolutionnaires conséquents.

Ce que nous voulons faire, c'est les regrouper périodiquement, eux ou leurs représentants, afin qu'ils aient un point de vue d'ensemble, afin qu'ils puissent, par la discussion politique et la pra-

tique, peser davantage sur leurs comités respectifs et les transformer en comités révolutionnaires.

Mais, à mon avis, une organisation propre aux lycéens ou aux élèves ne se justifie pas. Ce qu'il faut, c'est une organisation révolutionnaire unique de la jeunesse.

Ce dont souffrent les jeunes dans les écoles, c'est de l'isolement. Il leur manque un point de vue d'ensemble. La division en autant d'organisations qu'il y a de couches de la jeunesse, et pourquoi pas en autant de structures qu'il y a de types d'élèves (lycées, CES, CET, etc) serait une très mauvaise chose de ce point de vue.

«Réaliser l'unité»

QdP : Que signifie alors cette partie de l'appel de la coordination où vous parlez de l'unité de la jeunesse ? N'est-ce pas aujourd'hui un vœu pieux, une simple position de principe ?

Francis : La nécessité d'une telle unité n'est pas abstraite : elle est une exigence de la situation. Prenons deux exemples :

Le premier sur la campagne anti-jeunes : au début, la campagne, avec la délinquance, s'est attaquée aux jeunes des quartiers. Puis elle est partie en guerre contre la soi-disant débauche dans les lycées. De même pour la répression : la police n'est plus seulement dans les quartiers : elle se trouve de plus en plus souvent à la porte des lycées ou des CET. Elle arrête les gars et les contrôle jusque dans les bistrotts. Il y a donc là une base de riposte, commune à toute la jeunesse qui veut lutter.

Mon deuxième exemple,

laire à la lutte contre l'école capitaliste ?

Francis : Il y a une première chose : le rythme de vie qui est imposé aujourd'hui aux travailleurs ne leur laisse pas forcément beaucoup de temps pour s'occuper de la question de l'école.

Mais le vrai problème, je pense, c'est que les travailleurs ne voient pas très bien ce qui se passe dans les écoles. Ils n'en voient, de l'enseignement capitaliste, que les manifestations extérieures ou les conséquences pour leurs enfants. Tout est fait, c'est clair pour qu'ils ne puissent pas bien s'en rendre compte. C'est toujours une par une que les familles sont reçues chez les directeurs ou par les profs. On peut leur raconter un peu n'importe quoi, qu'il n'y a pas de place, que la section choisie ne convient pas... etc. On peut les menacer ou faire preuve de paternalisme : il n'y a pas de moyen de défense... Il faut donc, à mon avis

positifs qui aillent dans ce sens ?

Francis : Il y a plusieurs orientations que nous avons commencé à mettre en pratique ici et là.

Nous allons dans les quartiers, dans les cités HLM : au porte à porte, on discute avec des parents, surtout avec des ménagères, d'ailleurs, de ce qui se passe dans l'école, le CES ou le CET du quartier. On organise des réunions pour discuter des problèmes concrets (ramassage, prix, bourses, cantine...). A partir de là, des délégations ont pu être organisées.

QdP : De telles initiatives ne concernent-elles pas uniquement le primaire ?

Francis : C'est vrai que pour le primaire, c'est plus facile, en raison de la composition sociale, en raison aussi de la proximité des écoles et des quartiers populaires.

Mais dans le secondaires aussi, il y a des expériences positives : des élèves fils d'ouvriers, au niveau de plusieurs classes, ont déjà par exemple, réuni leurs parents pour discuter du problème des débouchés, de la réforme.

Un moyen pour que les travailleurs prennent en main cette question de l'école, et là, ça nous dépasse évidemment, c'est la discussion dans les syndicats. On a vu, au moment de Haby que dans plusieurs sections, les ouvriers posaient le problème de l'école. L'intervention de sections syndicales dans les affaires scolaires, effraie beaucoup la bourgeoisie. Elle donnerait beaucoup de poids à la critique de l'école capitaliste.

Nous, en tant qu'élèves révolutionnaires, ce que nous pouvons faire, c'est agir à l'extérieur, nous adresser aux ouvriers pendant les grèves, poser avec eux ce problème.

S'ils voient que le mouvement dans les écoles fait un effort pour éliminer les aspects débraillés ou anarchisants, ils accepteront mieux la discussions et les illusions sur la promotion par l'école pourront être mieux combattues.



c'est le chômage. Beaucoup d'élèves, qu'ils arrêtent tout de suite ou non l'école, se demandent ce qu'ils vont devenir. Il y a des sections, sans parler des CAP, en économie, ou chez les techniciens, où 1 élève sur 2 ne trouvent pas de travail s'il ne va pas en fac.

Ceux-là s'inquiètent, mais ils ignorent tout du chômage, leurs droits par exemple. Ils vont se retrouver dans une ANPE et débrouille-toi !

Réaliser l'unité avec des jeunes travailleurs au chômage, c'est faire bénéficier déjà ces élèves de l'expérience des premiers regroupements de chômeurs, des premières victoires.

Dans la pratique, de telles rencontres et liaisons sont faciles : dans les MJ par exemple, mais sur les quartiers aussi : à Chalons, par exemple, des lycéens ont participé à la manifestation d'une quarantaine de jeunes qui a obtenu l'acquittement d'un chômeur accusé d'avoir provoqué un engagé.

QdP : Comment penses-tu qu'il est possible plus largement d'associer les ouvriers ou les familles popu-

passer par dessus les intermédiaires et poser le problème d'une façon plus collective.

«Prendre en main les questions de l'école»

QdP : As-tu des exemples

REBELLES N°1 est paru Au sommaire :

- La campagne anti-jeunes, ses effets dans les quartiers : interview du juge Pascal, témoignages
- La préparation des Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire
- Coordination du 7 mars : ce que nous voulons faire.
- A l'occasion du 21 février : qui a fait la résistance ?
- Il y a 4 ans, était assassiné Pierre Overney.
- International : reportages en Palestine, au Sahara
- Sport : l'ASSE, un modèle pour la jeunesse ? Le «Full contact», un danger pour les jeunes.
- Disques : interview de Daniel Guichard, Imago
- Une fiche pratique, des commentaires de film.

Le journal de l'UCJR, entièrement rédigé par les jeunes communistes est disponible auprès de Herment 57 rue Ordener 75 018 Paris

Abonnements : 6 mois (6 n°) : 16 F, 1 an (12 n° + hors série) : 30 F

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Grâce aux douze pages

Le Quotidien du Peuple avance de plus en plus dans la voie révolutionnaire des moyens d'information :

(...) Au niveau du champ qu'il recouvre de plus en plus : en même temps que l'information sociale et politique, le Quotidien du Peuple aborde un problème complémentaire et essentiel, le problème actuel de la culture : comment fonctionnent l'art, la culture, dans l'occident capitaliste ; à quelles classes sont-ils réservés ; pourquoi il n'y a pas actuellement, dans notre société capitaliste, de culture de masse (une culture populaire produite par le peuple pour le peuple) ; pourquoi aussi il est nécessaire, pour les classes dirigeantes, d'empêcher au peuple l'accès à ces problèmes.

Toutes ces questions, le Quotidien du Peuple commence à les aborder grâce à ses douze pages...

D.C. Antony

Depuis que je travaille, je déteste les patrons

Chers camarades du Quotidien du Peuple, je vous envoie un article sur une conversation que j'ai pu avoir avec une ouvrière de ma boîte. Courte conversation, peut-être, mais pourtant riche d'enseignements et de leçons.

C'est une femme, une mère de famille qui parle. Cela fait plus de deux ans qu'elle travaille dans cette petite usine de Tourcoing où l'on fabrique des pelotes de laine pour ces messieurs les bourgeois. Petite usine certes, mais des profits de plus en plus énormes, volés sur le dos des travailleuses de la boîte où les conditions de travail sont mauvaises et les salaires à peine au-dessus du SMIC.

-Mardi, le hasard de notre exploitation commune fait que nous nous rencontrons dans une allée du magasin de pelotes. Elle est préparatrice et moi je mets en rayon. On s'arrête, on en a marre de travailler, on a envie de parler et la discussion commence :

Elle : «Ils nous prennent vraiment pour des chiens... Tu vois, avant, je restais chez moi, je faisais quelques ménages, c'est tout. Maintenant que je travaille en usine, je déteste les patrons, ce sont tous des pourris. Pourtant, je ne suis pas communiste, au contraire, mais je trouve cela dégueulasse.»

Moi : «Pourquoi justement le contraire ?»

Elle : «Parce que d'après ce que je vois en Russie, je ne suis pas d'accord. Si c'est cela le communisme, alors je ne suis pas communiste.»

Une brève discussion s'engage alors sur la Russie où j'essaie de lui expliquer que ce n'est justement pas ça le communisme, que le capitalisme a été restauré en Russie où l'exploitation est encore plus féroce que par ici. Je lui explique que ceux qui donnent des couleurs socialistes à la Russie ne sont que des bourgeois qui veulent dénaturer le communisme et ne veulent pas que les ouvriers s'emparent des idées communistes.

Mais il faut s'arrêter, le chef n'est pas loin, à tout à l'heure peut-être.

Voilà donc le genre de discussions simples que l'on peut avoir de temps en temps. Simplicité pourtant intéressante car elle nous permet de mieux connaître les masses, ses idées, ses influences et ses désirs. Intéressante parce qu'elle nous stimule dans notre combat quotidien.

Un camarade de Roubaix

«IL NE FAUT PAS NOUS LAISSER BRISER...»

La discipline stupide, basée sur les interdits, les brimades, uniquement justifiée par la nécessité de l'endoctrinement capitaliste, c'est le lot des CET. Cette discipline est destinée à nous plier, à nous empêcher de nous révolter contre les «connaissances» bourgeoises, à faire taire les questions qu'on a à poser sur ce qu'on voit autour de nous (on nous dit en gros : «les choses sont bien comme elles sont, elles ont toujours été comme ça ; si vous êtes en CET, et ouvriers, employés demain, c'est que vous n'êtes pas capables de faire autre chose, alors petits crétins, vous n'avez rien à dire»). Cette discipline veut nous habituer à baisser la tête, aujourd'hui devant le prof, l'administration, demain devant le chef, le patron, l'ordre bourgeois («parce que ceux qui dirigent savent et sont forts», sous-entendu, «nous on est cons, capables de rien sans eux»).

Cette discipline, dans notre bahut, prend une forme diversifiée, on pourrait en parler pendant des heures, car c'est particulièrement insidieux. Par exemple,

- division entre BEP et CAP : les BEP, les «plus nobles» ayant le droit de sortir après le repas, de fumer dans la cour, étant un peu moins humiliés par l'administration ;

- division au sein des CAP et des BEP eux-mêmes (selon la spécialité, l'année...);

- interdiction de toute liberté d'expression, de réunion ;

- brimades diverses : ainsi, à chaque récréation, qu'il pleuve, vente ou fasse beau, peu importe, on nous fout dehors, avec, pour tout abri, un préau de 60 m² pour 700 élèves (all faut qu'on s'aère», dit la surveillante générale cynique... peut-être qu'on sent mauvais !... fils et filles d'ouvriers !);

- brimades aussi à la cantine : c'est un self-service, mais, pour rentrer on doit faire la queue, en silence, «se laver les mains» avec des surveillants qui sont chargés de nous le rappeler et...

de vérifier ! (or, on a, pour la plupart, entre 17 et 19 ans !).

Si on se rebiffe, on passe en dernier, parfois même, sous le seul prétexte qu'on est connu pour ne pas se laisser faire, on est retenu par le surveillant zélé, ou la surgée (surveillante générale), et on passe le dernier (il faut les mater», c'est la doctrine de la surgée).

trinquer. En même temps, ça vise à nous diviser : les «responsables», on veut les amener à «fliquer» leurs camarades pour voir s'ils ne bousculent pas un peu les machines... ;

- avertissements distribués, au hasard, aux élèves ayant participé à la grève du début de l'année contre le manque de profs ;

- sanction (trois jours d'exclusion) contre un élève combatif



Il y a aussi un foyer fantôme, pour lequel on paye d'office à l'inscription, et d'autres avant nous ont payé (20 F par an et par gars) sans rien voir venir en retour (pas de salle de foyer, pas d'activité).

Cette année, devant nos lettres, l'administration fait des concessions, mais elle se fiche, en même temps de nous : salle de préfabriqué pourrie de 25 m² accordée, en guise de salle de foyer de 12 h 30 à 14 h tous les jours ; et, deux ou trois activités telles que le ciné-club, mais à des heures impossibles ! (car on vient de loin, on doit prendre des cars, on ne peut pas partir et venir au CET comme on veut).

Récemment, l'administration a renforcé son système de répression :

- désignation de responsables des machines dans chaque classe, ce qui veut dire que, si une de ces machines pourrie se détraque, on pourra toujours le mettre sur le dos des «responsables» en question et les faire

qui a osé dire «merde» à un pion qui l'insultait.

Aujourd'hui, on cherche à organiser la riposte contre cette répression, à briser l'isolement dans lequel nous maintient l'administration afin de parler entre collégiens de notre expérience commune, et de trouver, ensemble, les moyens d'une riposte efficace et massive.

Ainsi, au niveau de la classe du copain sanctionné, on a fait jeudi, une grève de cours de 2 H, on en a profité pour discuter avec d'autres élèves (d'autres classes se sont jointes à nous). On a voulu montrer, sur ce coup là, qu'on n'était pas prêts à se laisser «mater» sans réagir.

Il faut lutter pour nos droits immédiats, de tous les jours, ne pas nous laisser briser par l'endoctrinement, la discipline, pour pouvoir être plus conscients demain et lutter plus efficacement encore ; c'est ainsi qu'on prépare la révolution, sans laquelle il n'y aura pas de transformation réelle de l'école.

DES ÉLÈVES INFIRMIÈRES ÉCRIVENT...

Besançon

A la suite de l'article des étudiants en médecine, publié la semaine dernière, je viens vous donner mon témoignage sur une école d'infirmières : celle de Besançon.

Aujourd'hui, nous sommes cinq élèves (trois en première année, deux en deuxième) à nous faire mettre à la porte quatre mois et demi après la rentrée. Le motif : moyenne insuffisante. Or, cette moyenne ne tient compte que de quelques notes théoriques et en aucun cas des stages pratiques en service hospitalier (16 H par semaine en première année, plus en seconde année). La pratique n'a-t-elle pas d'importance dans le métier d'infirmière ? Quels sont réellement les critères ? Le respect d'une discipline stricte, béate, sans place pour l'initiative personnelle et le sens des responsabilités. Le but recherché n'est-il pas de préparer des personnes serviles avec une tête bien pleine et non bien faite : on apprend par cœur des dizaines de pages pour des interrogations.

La direction de l'école se fait un plaisir d'entretenir l'indivi-



dualisme, la division, la hiérarchie. Chacun ne rêve que d'écraser l'autre pour prendre sa place.

Et pourtant, les élèves infirmières, sage-femmes, auxiliaires de puériculture... ne devraient-elles pas se rendre compte que ce sont elles qui font marcher en partie les services et que seule une action massive peut faire changer une

situation qu'elles jugent inacceptables et qu'elles résolvent pour l'instant par la démerde personnelle.

Je suis bien persuadée que Besançon n'est pas la seule école dans ce cas, il faut absolument que d'autres écoles témoignent. Le Quotidien du Peuple n'est-il pas ouvert pour cela ?

Appelez au quotidien

203 65 61

de 9^h à 17^h

JE M'ABONNE

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom.....
 Profession.....
 Adresse.....
 Envoyez à :
 le Quotidien du Peuple
 BP 225
 75 924 Paris Cédex 19
 CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
 publication du PCR (ml)
 Adresse postale :
 BP 225 75 924
 Paris Cédex 19
 CCP n° 23 132 48 F Paris
 Directeur de publication
 Y. CHEVET
 imprimé par IPCC Paris
 distribué par les NMPP
 Commission Paritaire :
 56 942

INTERNATIONAL

Sahara Occidental

LA PROCLAMATION DE LA REPUBLIQUE

Vingt-quatre heures après la proclamation de la République, la réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine a discuté de la question du Sahara. Malgré les pressions considérables du Maroc et de la Mauritanie qui ont menacé de quitter l'organisation, 21 pays ont pris parti pour la reconnaissance de la représentativité du nouvel Etat, tandis que 17 autres s'abstenaient : bien peu, en fin de compte, se seront opposés ouvertement à ce peuple en lutte pour sa libération. Ainsi, trois jours après l'abandon officiellement définitif du pays par l'Espagne, le roi du Maroc et le gouvernement mauritanien se trouvent de plus en plus isolés dans leur entreprise annexionniste.

TINDOUF Bir el Alalhou minuit le 28 février.

«*Nous proclamons la république arabe sahraouie démocratique.*»

Une rafale, puis deux, puis dix puis cent rafales de Kalachnikov, de Mat 49, de Mas 36 pendant 15 minutes ne cessent pas. Sur fond de you-you inin-

terrompus Maïhoud Laaroussi secrétaire général du Front Polisario par intérim poursuit la lecture de la proclamation d'indépendance. L'hymne national retentit de partout dans ce désert proche de Bir el Alalhou où se dresse le mat devant lequel une unité de l'armée populaire sahraouie présente les armes pendant que monte lentement le drapeau sahraoui pour lesquels sont morts Hafid Boudjema Bachiri, les combattants de la Güera d'Amqala, de Haoussa, d'El Aïoun, des femmes, des gosses mêmes car dans

cette guerre la population civile est la cible des offensives marocaines. Mais c'est toute la population qui est au combat. Autour du drapeau il y avait des milliers de femmes pour acclamer l'indépendance. Les hommes étaient là-bas sur le front et leur sacrifice a permis que l'indépendance soit proclamée.

La première action de l'Etat sahraoui sera de libérer son territoire.

C'est tout le peuple qui est prêt à se sacrifier pour la réalisation de cet objectif.

G. CARRAT

Le texte officiel de la déclaration

«*Le peuple arabe sahraoui, (...) conscient des répercussions des conflits accrus découlant du refus de la liberté à ces peuples ou des entraves mises dans leur voie constituant ainsi une menace dangereuse pour la paix mondiale ;*

«*Convaincu que tous les peuples jouissent du droit inaliénable de disposer d'une liberté totale, d'exercer leur souveraineté et du droit à l'intégrité de leurs territoires ;*

«*Conformément au principe dictant de mettre fin rapidement sans préalable ou condition, au colonialisme*

sous toutes ses formes afin de réaliser le développement économique socio-culturel de tous les peuples en lutte ;

«*Annonce au monde entier, sur la base de la libre volonté populaire fondée sur les principes de l'option démocratique, la naissance d'un Etat libre, indépendant, souverain, régi par un système national démocratique arabe d'orientation, unioniste, progressiste et de religion islamique, dénommé République arabe sahraouie démocratique.*

«*Le peuple arabe en République arabe sahraouie démocratique tout en étant résolu à défendre son indépendance, son intégrité territoriale, et à prendre en main ses ressources et ses richesses naturelles, lutte aux côtés de tous les peuples épris de paix pour le renforcement de la paix et la consolidation de la sécurité dans le monde entier. Il soutient tous les mouvements de libération en lutte pour se soustraire à la domination colonialiste.*

«*En ces moments historiques où se proclame la naissance de ce nouvel Etat, la République arabe sahraouie démocratique lance un appel à tous les pays frères et*

aux Etats du monde entier pour la reconnaître, et exprime, en même temps, son désir sincère d'établir des relations avec eux sur la base de l'amitié, de la coopération et de la non ingérence dans les affaires intérieures.

«*La République arabe sahraouie démocratique lance également un appel à la communauté internationale qui a pour objectif l'instauration du droit et de la justice et qui œuvre pour le renforcement des fondements de la paix et de la sécurité, afin qu'elle participe à l'édification et au développement du nouvel Etat.*»

Chronique espagnole

PARTOUT, LA LUTTE

Tandis que la grève des camionneurs se poursuit et s'étend, un vieux secteur prolétarien, qui n'a jamais courbé la tête, est entré dans le combat : les mineurs des Asturies sont en grève. Plus de 12 000, dont 3 000 étaient au chômage. Deux cents occupent le fond. Asturies : c'est de là qu'étaient originaires les fameux dynamiteurs qui détruisaient à bout portant les tanks venus tout droit d'Allemagne nazie pendant la guerre civile. C'est là que, depuis des années, les luttes succèdent aux luttes, ne laissant jamais le fascisme en repos.

de notre correspondant.

Cependant, de nombreuses usines sont en grève partout. Dans le groupe ROCA (sanitaires), l'arrêt était au complet cette semaine à Madrid, Sabadell, Séville et Grenade, et la dispersion par la police d'une manifestation à Madrid. A Torrejon (Madrid), les grévistes de Teletra (métallurgie) ont également été dispersés, cependant que les travailleurs du textile tenaient à 2 000 une assemblée générale. Manifestation aussi à Malaga des métallos de Citesa : 7 sont en prison. Même nombre d'emprisonnés dans les transports urbains de Séville. Conflits multiples dans cette ville, notamment à l'entreprise textile Hitesa.

A Ibo (Pontevedra), la grève est pratiquement générale. Plus de 15 000 ouvriers sont en arrêt. De très fréquentes assemblées, de 6 000 à 8 000 travailleurs, se sont tenues, ainsi qu'une assemblée de 2 000 femmes solidaires des grévistes. La lutte atteint jusqu'aux services publics. Les 15 à 20 000 ouvriers de

la chaussure sont en grève à Elche (Alicante), et à Salamanque, l'arrêt est général dans le bâtiment et chez les instituteurs.



Les luttes s'étendent jusqu'aux lointaines îles Canaries. Ici, rassemblement des camionneurs en grève.

LES COUCHES LES PLUS DIVERSES...

Aux grèves ouvrières, se joignent les luttes de quartier. La fédération des associations de voisins de Madrid s'est vu

refuser pour dimanche dernier la permission d'organiser une réunion dans le cinéma Alcalá Palace. En riposte, 6 000 personnes ont manifesté de la rue Alcalá jusqu'à la poste centrale, où la police les a matraquées avec acharnement, en blessant plusieurs et en arrêtant cinq.

Les couches les plus diverses de la population sont mobilisées : les étudiants de Madrid ont manifesté à plusieurs reprises, et se sont rassemblés dans des églises ;

l'Estramadoure (région de Caceres) est en lutte. Les employés de ministères eux-mêmes sont en grève à Madrid : personnel intérimaire et personnel du parc automobile. Les premiers ont été violemment dispersés devant la résidence du gouvernement. Toute cette semaine, la répression s'était accentuée : la police utilise ses méthodes fascistes habituelles, des revues ont été saisies à nouveau, de nombreux travailleurs ont été licenciés ; réunions, manifestations et conférences sont à nouveau interdites. Mais le bilan des luttes démontre clairement que le recours à la violence aux méthodes fascistes ne brise pas l'An des masses.

Le quotidien du peuple

Dans notre courrier

«*Pouvez-vous m'expliquer en détail comment faire parvenir des vêtements au peuple Sahraoui. J'en ai parlé autour de moi, j'en ai déjà récolté un bon paquet, et je pense que dans les jours qui viennent, j'en aurai récupéré pas mal. Alors, dites moi vite comment les envoyer.*»

S.R. délégué CGT de Sanders Adour

Tout soutien, vêtements, médicaments ou argent, doit être envoyé à :

«*les amis du peuple Sahraoui*»
BP 118 75262 - PARIS CEDEX 06

Combats au Tchad où Chirac est attendu

C'est dans un pays où la situation est loin d'être pacifique que le premier ministre français va se rendre vendredi et samedi prochain : deux cents quérillers ont attaqué dans la nuit du 17 au 18 février la localité de Faya. La visite de Chirac sera l'occasion de renégocier les accords de «coopération» franco-tchadiens. Des difficultés avaient en effet surgi entre Paris et N'Djamena à l'occasion de l'affaire Claustre ; les bases françaises dans le pays ont toutes été fermées. C'est le président du Gabon, Bonjo, qui joue de plus en plus le rôle d'entremetteur de l'impérialisme français en Afrique, qui a négocié la reprise des conversations entre les deux gouvernements.

Vietnam : vers la réunification

La première session du conseil électoral national s'est tenue à Saigon-Ho-Chi-Minh ville. Ce conseil constitué de représentants de la République du Vietnam (Nord), et du gouvernement révolutionnaire provisoire de la république du Sud-Vietnam, a pour charge de préparer les élections générales à l'occasion desquelles se réalisera l'unité du pays. Ainsi, malgré toutes les tentatives pour le diviser, le peuple vietnamien, ayant remporté la victoire contre l'agression américaine, marche aujourd'hui vers la réalisation d'une unité à laquelle il a toujours aspiré.

Angola : le Zaïre reconnaît la République du MPLA

Au cours d'une visite à Brazzaville, capitale du Congo, Agostino Neto, secrétaire général du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, a rencontré le général Mobutu, chef d'Etat du Zaïre. A cette occasion, le Zaïre a reconnu le régime mis en place en Angola par le MPLA. On se souvient que ce pays avait apporté un soutien très important à un des deux mouvements rivaux du MPLA, le Front National de Libération de l'Angola. A cette occasion le Zaïre avait notamment servi d'intermédiaire pour l'aide américaine fournie à ce dernier mouvement. La rencontre de Brazzaville, et la décision qui y a été prise, viennent sanctionner la victoire militaire remportée par le MPLA grâce notamment à l'aide soviétique et cubaine, mais aussi du fait de sa cohérence interne plus grande que celle de ses deux concurrents. Au fur et à mesure que les pays occidentaux, et la plupart des pays africains, en viennent à reconnaître la nouvelle République ainsi établie par la force des armes, la question qui se pose est de savoir dans quelle mesure le MPLA est aujourd'hui soumis à l'URSS, et si des tendances contraires ne peuvent pas empêcher de jouer un certain rôle dans ses rangs.

Sauvagnargues marchande à Lisbonne

Le ministre des affaires étrangères français Sauvagnargues s'est rendu en visite officielle à Lisbonne. Evidemment, cette visite en elle-même est un soutien au cours réactionnaire pris par la politique portugaise depuis le coup d'Etat de droite du 25 novembre. Mais de plus, de quoi notre ministre a-t-il parlé ? Du maintien des «intérêts français» au barrage de Cabora Bassa, actuellement géré conjointement par le Mozambique et le Portugal. On se souvient que ce barrage, construit à l'époque de la guerre coloniale en Mozambique, avait notamment pour but de contribuer à cette guerre en favorisant l'installation sur son pourtour de colons portugais. Maintenant que le peuple mozambicain est libéré, notre bourgeoisie, qui avait amplement participé à cette entreprise, n'a plus d'autre souci que de récupérer le maximum de l'argent dépensé. Par ailleurs, elle entend développer sa pénétration au Portugal même, maintenant que les choses y ont pris un tour politique qui lui convient : Sauvagnargues s'est entretenu, paraît-il, sur les conditions faites par le régime portugais, aux investissements étrangers.